

Quelque chose est en train de changer

Les images atroces de l'écrasement méthodique, par les moyens militaires les plus sophistiqués, de toute une population, ces images de massacre de femmes, de vieillards et d'enfants..., ont saisi d'indignation et de colère les peuples du monde entier, provoquant d'importantes manifestations de soutien au peuple palestinien, tout particulièrement au cœur des puissances impérialistes alliées de l'Etat d'Israël : aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne. La résistance héroïque, sous un déluge de feu, des combattants palestiniens, qui exprime le refus de tout un peuple de renoncer au combat pour sa souveraineté, force le respect, en même temps qu'elle suscite un sentiment d'adhésion au sein de couches de plus en plus larges chez tous les peuples du monde. Les ressorts traditionnels d'une politique qui interdisait à beaucoup jusqu'à maintenant — invoquant la non moins atroce extermination dont ont été victimes les Juifs d'Europe durant la dernière guerre mondiale — de manifester la moindre opposition à l'égard de l'Etat d'Israël sont en train de lâcher.

Quelque chose est en train de changer dans la situation mondiale. C'est, à coup sûr, l'extension fulgurante au monde entier de ce sentiment de solidarité à l'égard de la résistance du peuple de Palestine, encouragée par les premières failles apparues au sein même de l'Etat d'Israël, qui a convaincu Obama d'interrompre, dimanche, par téléphone, Netanyahu en plein Conseil des ministres, afin de « l'inviter » à instaurer immédiatement un « cessez-le-feu humanitaire ».

Le brutal refus d'obtempérer de Netanyahu, qui déclenchait, mardi matin, un nouveau déluge de feu sur Gaza, révèle l'ampleur de la crise qui s'approfondit entre le maître et l'exécutant, décidé à « faire le travail jusqu'au bout », sans se soucier, à ce stade, des impératifs supérieurs du maintien de l'ordre impérialiste mondial qui sont ceux d'Obama. Raison de plus de tout mettre en œuvre pour que s'élargisse encore la protestation dans chaque pays comme à l'échelle mondiale. Raison de plus pour enraciner l'idée que le soutien à lutte émancipatrice du peuple palestinien repose sur la capacité que se donnera la classe ouvrière de porter des coups à son propre impérialisme complice.

Marc GAUQUELIN



L'armée israélienne tient sous le feu de son aviation, de son artillerie de marine et de ses chars (notre photo, le 27 juillet) la bande de Gaza. Depuis vingt jours, plus de 1 000 Palestiniens dont près de 200 enfants sont morts.

Photo AFP

Nous publions ci-dessous l'appel aux organisations du mouvement ouvrier et à l'opinion publique démocratique du monde entier lancé par le Syndicat des travailleurs arabes, organisation syndicale légalement enregistrée qui fait suite à l'association Sawt el-Oumal et qui organise les travailleurs des territoires de 1948 (à l'intérieur des frontières de 1948 de l'Etat d'Israël) et de Gaza.

Document

Appel du Syndicat des travailleurs arabes

**Stop à la guerre terroriste contre Gaza !
Stop aux licenciements des travailleurs arabes
en raison de leur solidarité avec la population de Gaza !
Appel aux organisations de la société civile et aux syndicats des travailleurs**

Le Syndicat des travailleurs arabes de Nazareth appelle toutes les organisations de la société civile et tous les syndicats internationaux progressistes, partout dans le monde, à prendre une position claire et franche, condamnant l'agression terroriste barbare menée par les forces d'occupation israéliennes contre la population de la ville de Gaza, des camps de réfugiés, et partout dans la bande de Gaza. Ce territoire subit des massacres quotidiennement, visant des centaines d'enfants, d'hommes et de femmes. Le dernier en date a eu lieu dans le quartier de Choujaya et dans la ville de Khan Younès. Le syndicat appelle les organisations internationales, ainsi que toutes les forces progressistes, les partis et les syndicats, à manifester et à renforcer les protestations et la solidarité avec les civils de Gaza qui subissent une extermination.

Sur un autre plan, le Syndicat des travailleurs arabes de la ville de Nazareth a exhorté les forces, syndicats et partis progressistes à condamner toutes sortes de discriminations raciales subies par les travailleurs palestiniens (porteurs de la nationalité israélienne), et ce, après que plusieurs employeurs israéliens eurent licencié des dizaines de travailleurs arabes de leurs emplois à cause de leur solidarité avec leurs

frères dans la bande de Gaza. En outre, de nombreux lieux de travail israéliens ont interdit à leurs employés de parler arabe entre eux. Il est à noter que toutes les villes et villages de Galilée, la région du Néguev et Nazareth connaissent depuis plus d'un mois de grandes manifestations populaires, à la suite de l'assassinat de l'enfant brûlé vif, Mohamed Abou Khudair, originaire de Jérusalem, et également en solidarité avec la population de Gaza. Ces manifestations populaires ont donné lieu à de violents affrontements entre les manifestants et les forces de l'armée et de la police, qui ont eu recours à la répression pour disperser les foules en colère. Il est à souligner que le nombre de détenus dans les zones de 1948 a dépassé 150.

Nous exhortons toutes les forces, partis et syndicats révolutionnaires dans le monde à exprimer leur solidarité et à manifester contre les massacres commis par Israël à Gaza.

Nous invitons tous les camarades et amis dans les syndicats à condamner toutes sortes de discriminations raciales contre les travailleurs arabes en Israël et à condamner également la répression exercée par la police israélienne contre les manifestants palestiniens dans les zones de 1948.

Le 20 juillet 2014 ■

En bref

Adresse de Thierry Lepaon, secrétaire de la CGT aux travailleurs de Palestine (extraits)

« (...) A tous les travailleurs de Palestine, à tous les militants de la PGFTU, à toutes les populations otages de cette situation terrifiante, en Israël comme en Palestine, la CGT réaffirme sa totale solidarité.

(...) Mercredi encore, au moment où de nouvelles frappes traumatisaient les populations de la région, tuant encore de nombreuses personnes à Gaza, dont plusieurs enfants, et obligeant des milliers d'autres à fuir leurs habitations, nous avons participé à un rassemblement à Paris qui a été l'occasion d'exiger l'arrêt immédiat des bombardements, l'application des résolutions des Nations unies et la mise en place de sanctions économiques et juridiques à l'encontre

du gouvernement israélien qui ne respecte pas le droit international, l'ouverture de négociations sur le démantèlement des colonies et la levée du blocus de Gaza.

(...) Dans ce contexte, la CGT est aux côtés de toutes celles et ceux qui se mobilisent pour la paix et la justice et fera tout son possible pour peser sur le gouvernement français afin qu'il intervienne en faveur d'une solution pacifique au conflit. Elle est résolument disponible à vos côtés. »

Une centaine d'élus du PS ont adressé, il y a huit jours, une lettre ouverte au président de la République (extraits)

« Ce soutien unilatéral de votre part, sans condamnation aucune à l'égard d'Israël, est un affront fait à

celles et ceux qui œuvrent depuis longtemps pour la construction d'une paix durable au Proche-Orient, en contradiction totale avec les principes et les valeurs d'une gauche humaniste qui prône l'autodétermination des peuples, en contradiction totale avec la ligne diplomatique française depuis quarante ans... En cela, vous rejoignez totalement la position personnelle de votre prédécesseur, Nicolas Sarkozy, qui se disait être "l'ami d'Israël" plutôt que l'ami du droit international et de la paix. Vous, un cran au-dessus, vous recherchez des "chants d'amour" pour un Etat qui viole chaque jour un peu plus le droit d'un peuple à son indépendance, des "chants d'amour" pour un peuple qui colonise une terre à la barbe de la communauté internationale, sans que personne n'arrête cette ignominie. »

7 000 manifestants à Tel-Aviv contre l'intervention militaire

Des réservistes refusent d'être les instruments "de l'oppression" (*La Repubblica*)

Samedi 26 juillet, ils étaient sept mille, selon les organisateurs, à manifester place Rabin à Tel-Aviv contre l'intervention militaire à Gaza, militants pacifistes israéliens d'origine juive ou Palestiniens « de l'intérieur » (des frontières de 1948). Les jours précédents, plusieurs manifestations, plus réduites, s'étaient succédées.

Le quotidien italien *La Repubblica* (jeudi 24 juillet), après avoir évoqué cette prise de position de Jonathan Shapira, écrit : « Aujourd'hui, la voix de Jonathan Shapira et de ses compagnons de protestation a trouvé un écho. Cinquante réservistes ont fait savoir leur refus de servir dans la réserve. Le service dans la réserve est obligatoire en Israël jusqu'à 50 ans pour les hommes et 35 ans pour les femmes. (...) Peu avant le début de l'opération "bouclier protecteur", le gouvernement avait décidé de mobiliser quasiment 70 000 réservistes. Dans une lettre publiée par le Washington Post, avec les 50 signatures, les réservistes — parmi lesquels une majorité de femmes — écrivent qu'ils servent dans le domaine des bureaux et dans la logistique et non

dans une position de combattants, mais que, pour autant, ils ont compris que quelle que soit la place à laquelle ils sont affectés, ils sont les instruments "de l'oppression", car "les forces armées contribuent à l'oppression (...). Les troupes qui opèrent dans les territoires occupés ne sont pas les seules qui contrôlent la vie des Palestiniens. Toutes les forces armées sont impliquées dans cette oppression (...). Le rôle central de l'armée est la raison de l'absence de tout argument réel en faveur de solutions non militaires au conflit. L'opération militaire à Gaza et la manière par laquelle la militarisation influence la société israélienne sont inséparables. »

Selon le *Jérusalem Post*, cité par le même article de *La Repubblica*, trente autres réservistes ont refusé, le 23 juillet, d'entrer à Gaza à bord d'un vieux blindé du type de celui que les Américains utilisaient au Vietnam, le même modèle que celui dans lequel sept soldats avaient perdu la vie le samedi précédent, quand leur blindé n'a pu se refermer en raison d'une panne technique et qu'il fut de ce fait percuté par un missile anti-char. ■

"Si les Juifs du ghetto de Varsovie avaient eu des roquettes, ils les auraient tirées" (un ancien militaire de l'armée israélienne)

Lu dans le journal *Rheinische Post*

« Il y a douze ans, la vie de Jonathan Shapira a connu un basculement dramatique. Le 22 juin 2002, Israël opérait un « assassinat ciblé » dans la bande de Gaza. Outre le terroriste visé, la bombe larguée tua quinze personnes, dont neuf enfants. Bien sûr, après l'attaque, le chef de l'aviation rassura ses hommes : ils pouvaient dormir la conscience tranquille. "Mais ce fut pour moi comme un réveil", se souvient Shapira. Un an plus tard, avec d'autres pilotes, il appelait dans une lettre ouverte au refus du service militaire, et fut suspendu.

Aujourd'hui, les positions de l'ancien militaire sont très éloignées du consensus israélien. Il caractérise l'intervention à Gaza comme un "crime de guerre, et de plus inutile". Il déclare : "Il est fou de penser que l'on puisse enfermer 1,8 million de gens et attendre d'eux qu'ils ne réagissent pas." Pour lui, chaque peuple a droit à son autodéfense. "Et nous sommes bien placés pour le savoir." Car, en fait, dit-il, toute l'histoire juive tourne autour de la tentative de se délivrer de l'oppression. Ce descendant de survivants de l'Holocauste ne recule pas devant des comparaisons risquées : "Si les

Juifs du ghetto de Varsovie avaient eu des roquettes, ils les auraient tirées", dit Shapira. Non, il n'est pas pacifiste, déclare-t-il, et serait prêt aujourd'hui encore à tuer des terroristes. Mais il ne croit pas l'armée lorsqu'elle prétend que la guerre de Gaza ne servirait qu'à défendre le pays. Pour lui, Israël se conduit plutôt en « Etat colonial », qui a besoin de radicaux en face pour pouvoir justifier la poursuite de leur oppression. Mais l'alternative que propose Shapira reste pour beaucoup encore un tabou : la solution à deux Etats se révèle impossible à réaliser. "Donc la seule solution consiste à se mêler tota-

lement, un Etat pour tous, où chacun serait libre et aurait les mêmes droits." Pour de nombreux Israéliens, cela s'entend comme un appel à supprimer l'Etat juif, comme la revendication de se muer en une minorité opprimée au milieu d'un espace arabe hostile. Et c'est là que même ses concitoyens les plus pragmatiques se détournent de lui. Quasiment personne n'est prêt à tenter l'expérience de liquider la seule démocratie du Moyen-Orient, un Etat industriel et sa high tech florissante, alors que le « printemps arabe » a jeté toute la région dans le chaos et la misère. ■



Samedi 26 juillet à Tel-Aviv.

Photo DR

ÉDITORIAL

Chien de garde

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

A son vingtième jour, le massacre se poursuit. Les images de Gaza rasées soulèvent l'horreur et l'indignation. Elles provoquent une mobilisation croissante dans le monde entier contre la barbarie.

Les grandes puissances multiplient sommets et rencontres pour tenter de contenir une crise dont les développements leur échappent. L'administration Obama s'inquiète de la mobilisation de l'opinion publique contre un déluge de feu rendu possible par le surarmement américain (1). Elle s'inquiète aussi de la résistance à laquelle se heurte sur le terrain l'intervention militaire israélienne et du soulèvement qu'elle provoque dans toute la Palestine historique, unifiant toutes ses composantes contre l'agression. C'est pourquoi elle tente de parvenir à un accord de cessez-le-feu. Mais elle se heurte à Netanyahu, engagé dans une fuite en avant, qui l'amène, ce 28 juillet, à menacer d'une « campagne longue », dans une logique exterminatrice.

Au bout du compte, les plus inconditionnels de l'intervention israélienne restent Hollande et le gouvernement français. Il faut que « la riposte soit proportionnée », avait déclaré, il y a huit jours, Laurent Fabius « notre » ministre des Affaires étrangères. Aujourd'hui, la macabre comptabilité établit le nombre de morts et de blessés à près 9 000 ; 250 000 Palestiniens ont été chassés de leur logement... C'est ce moment que choisit le gouvernement français pour interdire, à trois reprises, des manifestations de soutien au peuple palestinien !

L'entêtement de Hollande à s'afficher plus pro-israélien encore qu'Obama n'a d'égal que son acharnement — malgré le rejet qui le frappe et l'échec de sa conférence sociale — à vouloir imposer les mesures et contre-réformes exigées par le capital financier contre la classe ouvrière. Rappelons d'ailleurs que l'interdiction de manifestations de soutien à la Palestine a été précisée par l'interdiction du rassemblement prévu le 17 juin dernier à l'Assemblée nationale par les syndicats de cheminots en grève. Il n'y a pas de hasard : un gouvernement qui nie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et prétend démanteler les droits et garanties collectives arrachées par la classe ouvrière est amené, inévitablement, à s'en prendre aux fondements mêmes de la démocratie politique.

C'est pourquoi il est important qu'un grand nombre d'organisations du mouvement ouvrier et démocratique, syndicales et politiques, aient pris la responsabilité d'appeler à manifester pour l'arrêt des bombardements et de l'agression. Le Parti ouvrier indépendant a participé et participera (sur ses propres mots d'ordre) à toutes les manifestations ainsi convoquées dans l'unité, pour : l'arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements israéliens ; le retrait des troupes de la bande de Gaza ; la levée du blocus de Gaza qui affame le peuple palestinien ; l'ouverture des points de passage, notamment celui de Rafah ; et, enfin, la libération des militants arrêtés juste au début de l'offensive israélienne.

Par sa mobilisation, la classe ouvrière se donne les moyens de réaliser l'action unie, avec ses organisations et avec la jeunesse, pour combattre, faire reculer et défaire le gouvernement Hollande-Valls qui, dans ce domaine comme dans tous autres, agit comme un chien de garde des intérêts capitalistes contre les peuples.

(1) Selon un sondage, près de la moitié de l'opinion publique aux Etats-Unis, pourtant traditionnellement favorable à Israël, se prononce pour l'arrêt des bombardements.

Réforme territoriale



La parole à...

Bernard Jayol,
conseiller général dans
le département de La Loire

“L’Union européenne est avant tout une machine à ouvrir au marché toutes les activités. Elle n’a pas de politique fiscale, sociale, industrielle, de recherche-développement...”

Dans l'article du *Pays roannais*, daté du 26 juin dernier, tu expliques que le PS, que tu viens de quitter, « n'a plus de doctrine ». Peux-tu préciser ton point de vue ?

Le Parti socialiste n'a plus de doctrine parce que sa préoccupation principale est de coller à la politique libérale de l'exécutif national. Deux exemples, parmi beaucoup d'autres, pour illustrer cet état de parti godillot : la mise aux oubliettes de l'histoire d'une véritable réforme de la fiscalité et l'acceptation du démantèlement des lois de décentralisation de 1982, source d'une légitime fierté pour les socialistes, car ces lois ont établi la démocratie locale en France.

Dans cette interview, tu estimes nécessaire que se reconstruise ou se reconstruise un vrai parti socialiste ? Comment vois-tu ce parti ?

Je le vois tout simplement comme un parti ancré à gauche, capable de débattre largement, de définir avec ses adhérents des orientations claires et de s'y tenir, y compris à travers les candidats qu'il investit aux élections à tous les niveaux. Il lui incombe aussi de contribuer au rassemblement des forces de gauche.

Aujourd'hui, le PS n'est plus qu'une courroie de transmission des revirements du président de la République et une machine électorale bringuébalante. Cette situation conduit nos concitoyens à

considérer à juste titre qu'entre la droite et la gauche, il n'y a pas de différence dans l'exercice du pouvoir. Dans ces conditions, l'abstention et le vote FN ne peuvent qu'augmenter.

Sous le gouvernement Sarkozy, tu avais signé un éditorial fustigeant les institutions de la Ve République comme antidémocratiques, concentrant le pouvoir dans l'exécutif. Peux-tu donner ton point de vue actuel sur la question des institutions de la Ve République ?

Les institutions de la Ve République ont été mises en place par le général de Gaulle dans le contexte de la guerre d'Algérie. Il savait que les Français n'étaient pas favorables à l'élection du président de la République au suffrage universel, à la suite du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte en 1851.

Il a donc attendu la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, pour profiter de son aura rafraîchie et obtenir par référendum l'élection du président de la République au suffrage universel, tout en gardant un Premier ministre « fusible » et le droit de dissolution. Résultat : les institutions de la Ve République sont hybrides, ni parlementaires ni présidentielles.

Elles donnent au président de la République, quand il est du même bord politique que la majorité à l'Assemblée nationale, un pouvoir démesuré.

Une refonte profonde des institutions s'impose pour rétablir un meilleur équilibre entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

Dans l'interview que tu accordes au *Pays roannais*, tu expliques que la réforme territoriale porte l'empreinte de la pensée unique de Bruxelles.

Quelle devrait être, selon toi, la position d'un parti authentiquement socialiste sur l'Union européenne et ses traités ?

Aujourd'hui, l'Union européenne est avant tout une machine à ouvrir au marché toutes les activités. Elle n'a pas de politique fiscale, sociale, industrielle, de recherche-développement... Elle tolère la présence du Luxembourg, paradis fiscal de premier rang, et, qui plus est, M. Junker est maintenant président de la Commission européenne !

Un parti authentiquement socialiste proposerait un programme politique remettant l'économie au service de l'homme, avec le souci de sauvegarder la planète. Il refuserait notamment de se prêter à la remise en cause des services publics et à la prétendue indispensable uniformisation des institutions territoriales.

Faut-il d'ailleurs rappeler que la devise de l'Union européenne est : « Unis dans la diversité ».

Propos recueillis
par Gérard DUMAS ■

Contribution

“Ce projet doit être rejeté en bloc”



Céline Piot,
conseillère municipale
Front de gauche
à Mont-de-Marsan

Tous les journaux du Sud-Ouest traitent du même sujet : quelle région sera réunie à l'Aquitaine ? Midi-Pyrénées ? Limousin ? Poitou-Charentes ? Or, en nous invitant à signer telle pétition pour préférer l'association avec une région plutôt qu'avec une autre, en nous présentant l'action de tel parlementaire qui souhaite changer le projet actuel, on nous fait nous approprier une réforme territoriale dont, pourtant, on ne veut pas.

On nous amuse au lieu de nous expliquer les enjeux du projet qui veut se débarrasser du triptyque « nation-départements-communes » pour le remplacer par « Europe-régions-intercommunalités », dans le but de détricoter l'héritage révolutionnaire.

Le découpage du territoire issu de la Révolution française voulait briser les chaînes de la féodalité ; pour atteindre cet objectif, il fallait transférer le pouvoir au peuple et en permettre l'exercice au plus près des citoyens.

A l'inverse, en cherchant à régionaliser le pays, l'acte III de la décentralisation éloigne le territoire du

citoyen pour que le contrôle du politique soit inopérant, pour que la technocratie prenne le pas sur la délégation de souveraineté, et il transforme le cadre national, qui était un espace d'émancipation collectif, en une entité de compétitivité où règne le marché-roi.

Alors qu'on nous présente cette réforme comme une occasion de faire des économies financières (la fin du fameux « mille-feuille »), on laisse les échelons les plus coûteux et les moins démocratiques (les syndicats mixtes, les syndicats de pays...) ; alors qu'on nous répète à l'envi que l'agrandissement des régions est une absolue nécessité, on maintient la région la plus petite (Nord-Pas-de-Calais) dans sa même configuration ; alors qu'on nous dit vouloir moderniser la vie politique, on ne consulte pas le peuple par voie référendaire. Il faut dire aussi que, dès lors qu'ils sont consultés, les citoyens rejettent ce projet, ce qui revient à réaffirmer le primat de l'unité et de l'indivisibilité du peuple (référendum régional en Alsace du 7 avril 2013), alors que les politiques et éditorialistes ne cessent actuellement d'écrire, pour mieux nous en persuader, que le peuple est favorable à ladite réforme...

Si l'intérêt financier et politique est loin d'être prouvé, pourquoi le gouvernement s'acharne-t-il à vouloir faire passer cette réforme dont personne ne veut, à part les « barons » des fiefs régionaux ?

En réalité, il répond à une commande de la Commission européenne qui lui permettra de négocier directement avec les régions pour mieux effacer, voire détruire l'Etat-nation, pourtant seul garant de l'unité nationale et rempart contre les visées nationalistes et communautaristes.

Pour toutes ces raisons, ce projet doit être rejeté en bloc ! ■

Débat

Les communes sont prises en tenailles par la réforme territoriale, la loi ALUR et la réforme Peillon

Discussion entre Christophe Ollivier, maire d'Aucalec (Côte-d'Armor) et son premier adjoint, après la conférence du 28 juin

La réforme territoriale élève le niveau des intercommunalités à vingt mille habitants, organise le transfert des compétences des départements vers les régions et les intercommunalités, posant la question des statuts des personnels, de la suppression de l'aide des services de l'Etat, en particulier des DDTM, et de la baisse drastique de la DGF à tous les niveaux. La réforme Peillon, en mettant en place plus de temps périscolaires (garderie, TAP, PEDT), augmente également les dépenses des communes. Le mercredi, celles-ci sont obligées de trouver des modes de garderie et, éventuellement, des transports pour les enfants ne pouvant pas être récu-

pérés par leurs parents à midi. Tout cela à un coût, qui devra être supporté par la collectivité.

Et n'oublions pas le monde associatif (sportif et culturel), qui profitait du mercredi pour offrir les activités aux enfants. Cette réforme bouleverse complètement le fonctionnement de ces associations, avec des créneaux horaires diminués et, donc, une concentration sur les mêmes lieux aux mêmes heures.

C'est un bouleversement profond de la société auquel nous sommes confrontés. Par tous les bouts, les tenants de ces réformes veulent détruire les communes et les départements, héritiers de la révolution de 1789. ■

Appel de la rencontre nationale des élus réunis à Paris le 28 juin 2014 (extraits)

Ce qui nous unit aujourd'hui, c'est l'exigence du retrait des deux projets de loi du gouvernement de réforme territoriale (1). (...) La révolte des élus commence de se propager partout en France... notamment dans les conseils généraux et chez l'immense majorité des maires et élus locaux.

Plus récemment, le 26 juin, les sénateurs ont renvoyé *sine die* la discussion du projet de loi sur le découpage des régions : nous y voyons la confirmation que ce mouvement de révolte se répand à tous les niveaux ! (...) Et, comme l'ont établi nos débats, « ce ne sont pas seulement les élus qui sont concernés ».

L'éclatement de la République, joint à l'aggravation brutale de la politique d'austérité, se traduira par la suppression de milliers de postes de fonctionnaires territoriaux, un plan social sans précédent (...).

Des centaines de milliers d'emplois sont menacés, et, avec eux, les acquis sociaux ! (...)

Est-il possible que les protestations qui montent de partout ne soient pas entendues ?

Si le gouvernement s'obstinait à maintenir son projet, que nous laisserait-il comme autre solution que celle de monter tous ensemble à Paris, au moment du vote de la loi, devant l'Assemblée nationale ?

En tant qu'élus, pour une question aussi grave, puisqu'elle engage l'avenir de notre société, de nos communes, de nos cantons, de nos départements, nous avons le devoir de prendre nos responsabilités : appuyés par des centaines de collègues, nous lançons un appel



pour organiser la discussion en vue d'une manifestation nationale à Paris pour que la démocratie retrouve sa place et impose le retrait des projets de loi (...). Nous voulons aider à ce que cette proposition soit discutée et reprise le plus largement possible, à tous les niveaux, par les associations d'élus, par tous nos collègues, quelles que soient leurs appartenances, et tous les citoyens qui en partagent l'objectif (...). Rien ne doit s'opposer à l'unité la plus large et à la convergence de tous les efforts sur cette exigence incontournable qu'est : le retrait du projet de contre-réforme institutionnelle et territoriale (...).

(1) Projet de loi « relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ».
Projet de loi « portant nouvelle organisation territoriale de la République ».

AU LENDEMAIN DE LA CONFÉRENCE SOCIALE

Le gouvernement mise toujours sur le "dialogue social"



Le ministre de l'Emploi et du Dialogue social, François Rebsamen, accompagné par le secrétaire général de la CFTD, Laurent Berger, lors d'une rencontre à Paris, le 7 avril dernier.

Nicole Bernard

Le gouvernement a publié ce qu'il appelle la « feuille de route de la grande conférence sociale ». Feignant de croire que l'absence de quatre organisations syndicales (et non des moindres, puisqu'il s'agit de la CGT, de la CGT-FO, de la FSU et de SUD) n'est qu'un incident de parcours, le gouvernement consacre la première partie de la « feuille de route » au « dialogue social pour la réforme ».

Selon la « feuille de route », « le dialogue social est au cœur du pacte de responsabilité et de solidarité visant à retrouver le chemin d'une croissance durable, créatrice d'emplois, fondée sur un regain de compétitivité de notre économie ».

On l'a compris, le « dialogue social » est le seul espoir pour le gouvernement d'imposer sa politique, rejetée par les salariés et la population.

Evidemment, il y a un « hic », puisque la CGT, Force ouvrière, la FSU et SUD (représentant plus de 50 % des salariés du public et du privé, comme l'a indiqué la CGT) rejettent ce pacte de responsabilité. Un rejet qui a trouvé une concrétisation dans les grèves de ces dernières semaines. Alors ce « dialogue social », si problématique dans l'Hexagone, « la feuille de route » propose de le « renforcer » en « améliorant au niveau européen ».

Et le gouvernement Hollande-Valls de proposer : « l'organisation d'une concertation sociale tripartite plus en amont des conseils européens » ; la mise en place d'un « Eurogroup social » avec les partenaires sociaux européens ; l'association des « partenaires sociaux » pour la rédaction du « Programme national de réforme ». Ces propositions ont une origine. Depuis plusieurs mois, les directives de la Commission européenne suscitent de nombreuses et profondes inquiétudes.

« Après cinq ans de crise, les divergences sociales, les inégalités, le chômage et la précarisation de l'emploi ont considérablement augmenté »,

avait déploré la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), Bernadette Ségol, dans son discours devant le Parti socialiste européen (PSE), le 1^{er} mars 2014.

A tel point que Mme Ségol avait lancé un cri d'alarme et interpellé les membres du PSE : « Vous avez besoin de nous. Les travailleurs se sont éloignés de l'Europe. Il faut regagner leur cœur et leur raison. »

Et de proposer « un dialogue social sérieux et constructif à tous les niveaux ». Un « dialogue sérieux » dans le cadre « d'un plan d'investissement et de croissance européen » (1) ! Et de préciser que « la participation des partenaires sociaux au semestre européen, leur implication dans les décisions prises, est essentielle ».

Leur implication dans les décisions prises ! Quelles décisions prises ? Le pacte de responsabilité qui vient de passer en force au Parlement ? La réforme territoriale ? On est au cœur du problème.

Ce que veut le gouvernement Hollande-Valls dans sa « feuille de route », c'est l'implication des « partenaires sociaux » : dans « le suivi des engagements du pacte de responsabilité et de solidarité » (p. 6) ; dans « la réussite des réformes de l'Etat et des territoires »

(p. 7) ; dans la volonté de « donner aux entreprises les moyens d'investir » (p. 10) ; qu'ils se donnent comme objectif « d'œuvrer à la convergence fiscale » en Europe (p. 11) ; au rapprochement encore intensifié entre « les entreprises et l'Université » (p. 14). Et c'est à ce programme meurtrier que les organisations syndicales françaises devraient s'associer au nom du « nouveau dialogue social européen » ?

Il y a incompatibilité entre le « dialogue social » et l'existence des organisations syndicales indépendantes.

Une incompatibilité accentuée par le fait que les dernières élections européennes ont été marquées par le rejet profond, immense, des classes ouvrières et des peuples d'Europe !

Un rejet tel que, lors du dernier sommet européen, malgré toute la bonne volonté des parlementaires européens, ils ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur les habituelles alternances !

(1) Plan d'investissement présenté comme la panacée dans la déclaration commune du bureau confédéral de la CGT et du PCF, le 24 juin : « La proposition travaillée par le syndicalisme européen d'une relance de l'investissement au niveau européen et d'une construction européenne sur la base des priorités sociales constitue une réelle alternative. »

MEDEF

Encore plus !



Le président du Medef, Pierre Gattaz, a déclaré dans une interview au Figaro, à propos du pacte de responsabilité : « Le pacte est très important pour les entreprises, nous l'applaudissons. Dans la phase 1, celle de janvier du président François Hollande, les mots étaient les bons. Le discours a maintenant été transposé dans la loi avec une perspective de baisse des prélèvements à trois ans. Cela nous rassure. Je me bats maintenant pour faire la promotion du pacte. »

Mais, pour le patron du Medef, ce n'est qu'un début, il faut aller plus loin... « L'enveloppe de 50 milliards d'économies d'ici à 2017, c'est la moitié de ce qu'il faudrait pour être compétitifs avec nos voisins. » Et le président du Medef ajoute, pour que les choses soient claires : « Le modèle social actuel est à bout de souffle (...). Il faut réinventer un nouveau dialogue social (...). On ne doit plus à chaque négociation avec les syndicats rajouter 150 pages au Code du travail, c'est l'inverse qu'il faut faire. » Et, pour se faire bien comprendre, il s'adresse nominalement à Mailly et à Lepaon, en déclarant : « Vous voulez créer de l'emploi ? Pour cela, il faut sortir des postures d'un autre âge ! »

Santé

Non, le générique et le médicament original, ce n'est pas la même chose !

Le supplément « Science et médecine » du Monde (15 juillet) publie une très intéressante contribution sur les génériques d'un cardiologue, directeur de recherche émérite au CNRS, le Dr Bertrand Crozatier.

Il réaffirme, tout d'abord, que dire que « le médicament générique et le médicament original, c'est la même chose est une tromperie ». En effet : « La réglementation impose au générique la même biodisponibilité que le produit actif avec des paramètres égaux à + ou - 20 % près. Il est probable (mais non démontré formellement) qu'ils sont aussi efficaces, mais il est malhonnête de faire croire aux patients qui se plaignent d'effets secondaires ou d'absence d'efficacité d'un générique que c'est le même produit que le médicament princeps. »

«L'industrie du générique n'est qu'un commerce comme les autres qui cherche uniquement à augmenter ses profits»

Il remet en cause, à juste titre, le pouvoir que s'arroge la Sécurité sociale de contraindre le médecin dans ses prescriptions. « Les actes et les prescriptions d'un médecin seront remboursés par la Sécurité sociale. Il est donc justifié qu'elle l'informe des coûts de ses activités, qu'elle le contrôle puisqu'il est dispensateur des deniers publics et qu'elle le sanctionne s'il commet des excès reconnus par ses pairs. C'est cependant la responsabilité du médecin de juger si les molécules ori-

ginales méritent ou non d'être prescrites malgré leur coût.

La Sécurité sociale peut inciter à la prescription plus large des génériques. Fixer un quota arbitraire de leur prescription n'est pas justifié. »

Il révèle, en outre, l'intérêt des laboratoires pharmaceutiques dans cette affaire : « On comprendrait que la Sécurité sociale incite à prescrire des génériques qui seraient produits sans profit une fois les molécules tombées dans le domaine public. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Les génériques sont commercialisés par des laboratoires privés, souvent filiales de grands groupes pharmaceutiques, comme Servier, Sanofi ou Sandoz, dont le but est d'augmenter les profits de leur maison mère.

Le président du Gemme, Pascal Brière, qui est aussi président du Laboratoire de génériques Biogaran du groupe Servier, vient de le prouver de façon éclatante. Refusant l'idée de baisse du prix des génériques demandée par le gouvernement, il a proposé de pénaliser les médecins qui n'en prescrivent pas assez.

On peut s'indigner des propos d'un commerçant qui s'infiltre dans la relation médecin-patient pour vendre ses produits (comme il punirait des gérants de supermarché qui ne mettraient pas sa lessive en tête de gondole).

En fait, ces propos sont les bienvenus pour montrer que l'industrie du générique n'est qu'un commerce comme les autres qui cherche uniquement à augmenter ses profits. »

En bref...

Maternités : le plan d'économies de la Sécu

Au moment même où le gouvernement peine à faire voter le « budget » rectificatif de la Sécurité sociale pour 2014 et les allègements massifs de cotisations qui l'accompagnent (1), la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) publie son plan de réduction des dépenses pour servir de base au projet de loi de financement pour 2015.

Ce plan est d'une très grande simplicité : il consiste à diminuer tous les postes de dépenses de la branche maladie de la Sécurité sociale pour obtenir 2,9 milliards d'économies.

C'est ainsi que la direction de la CNAM trouve que les femmes restent trop longtemps à l'hôpital quand elles accouchent.

La moyenne de durée de séjour pour un accouchement est de 4,2 jours. Compte tenu du fait que cette moyenne inclut les séjours suivant une césarienne, cela veut dire que beaucoup de femmes quittent l'hôpital au bout de trois jours.

Excessif, un séjour de trois jours pour s'assurer que la maman et le bébé se portent bien ?

Pour que la maman commence l'allaitement ? Bien sûr que non. Toutes les sociétés savantes de pédiatres et d'obstétriciens ont dénoncé, dans une déclaration de novembre 2012, les risques du programme PRADO (2), qui veut faire rentrer les femmes à la maison deux jours après l'accouchement. Le programme PRADO s'adresse aux femmes « volontaires ». Cela ne suffit pas pour faire les économies exigées par le pacte de responsabilité.

C'est pourquoi la CNAM considère qu'il faut faire sortir les femmes à toute vitesse de l'hôpital, car cela représente « un potentiel de réduction significative de la durée moyenne de séjour et corrélativement du nombre de lits de maternité ». On ne peut être plus clair.

(1) Il s'agit du projet de loi de financement rectificatif de la Sécurité sociale pour 2014 (lire Informations ouvrières, n° 311).

(2) Prado : Programme d'accompagnement du retour à domicile. Ce plan a d'ailleurs été rejeté par le conseil d'administration.



Ecole

Pénurie de professeurs : une catastrophe qui n'a rien de naturelle



A la rentrée 2013, à Lustrac (Gironde), parents et enseignants s'étaient mobilisés contre le manque de professeurs.

Nicole Fisher

Tous les médias s'en inquiètent, le ministère se veut rassurant, mais les chiffres sont bel et bien les chiffres. Sur les 1 243 postes à pourvoir, 407 restent vacants au CAPES de maths cette année.

EN MATHS, ON ATTEINT DES SOMMETS

L'agrégation ne fait pas plus recette, avec 120 postes vacants sur 395. Le CAPES exceptionnel organisé par Vincent Peillon bat les records, avec 798 postes vacants sur 1 592, plus de 50 %. Les années antérieures ne valaient guère mieux. Dans les autres disciplines, la situation n'est pas meilleure. Le ministère avoue que 4 656 postes aux concours du second degré sont restés vacants. Pourquoi donc une telle pénurie ?

UN RECRUTEMENT À BAC + 5

Pour être enseignant titulaire, il ne suffit plus d'avoir la licence et le concours, il faut maintenant le master. La réforme de la « masterisation » inspirée par la Commission européenne a été pilotée par Luc Chatel en 2010 et a reçu l'aval de la FSU. Ni Vincent Peillon ni Benoît Hamon ne l'ont remise en cause.

Pour devenir enseignant, il faut donc pouvoir payer de longues études. On ne peut y parvenir avec les emplois d'avenir enseignants créés pour les boursiers par Michel Sapin et Vincent Peillon : peut-on vivre avec 400 euros par mois pour onze heures de travail par semaine pour faire de la surveillance, de l'accompagnement, voire de l'enseignement ?

On ne peut y parvenir avec les contrats à tiers temps payés la moitié du SMIC pour enseigner pendant un an avant les épreuves finales de leur concours. Vincent Peillon y a d'ailleurs renoncé.

Il a peut-être pensé conjurer la pénurie d'enseignants en ramenant les épreuves du concours et l'année de stage à bac + 4. Mais le salaire des stagiaires a diminué d'autant : il est passé de 2 000 euros brut à 1 616 euros brut pour un certifié ou un professeur des écoles stagiaire !

UN SALAIRE DE DÉBUT DE CARRIÈRE À PEINE AU-DESSUS DU SMIC

Sachant que le SMIC est de 1 445,38 euros brut par mois, un enseignant débute donc aujourd'hui à 1,1 SMIC. Une fois titulaire, à condition d'avoir son master, il gagnera 2 000 euros brut. A niveau d'études égal, un jeune ingénieur peut obtenir aujourd'hui un salaire mensuel brut de 3 000 à 3 500 euros.

Mais, rappelons-nous, pendant des années, l'école normale a formé les instituteurs tout en les rémunérant et les IPES (1) ont fourni des cohortes d'enseignants dans toutes les disciplines pour les collèges et les lycées. Dès le bac +1, les étudiants qui réussissaient le concours des IPES étaient rémunérés à raison de 1,7 SMIC de l'époque pendant leurs études.

DES CONTRE-RÉFORMES QUI ONT MASSACRÉ L'ENSEIGNEMENT

Dans quel état les contre-réformes successives ont-elles abandonné l'enseignement et le métier d'enseignant ? Cédric Villani, médaillé Fields de mathématiques, pointe à propos de l'enseignement des mathématiques que « les évolutions les plus dommageables concernent les horaires qui ont baissé, les programmes qui se sont vidés et les exigences de démonstration qui sont moins fortes » (2).

Ce constat pourrait se décliner dans tous les domaines : ministre après ministre, les heures d'enseignement ont été réduites dans chaque discipline, les programmes ont été dénaturés, des milliers de postes ont disparu.

Des professeurs de génie industriel ne peuvent plus former de techniciens et doivent se reconvertir ou abandonner comme leurs collègues des lycées professionnels. Quel gâchis !

Quelles vocations créer dans un tel délabrement ? Pourra-t-on en sortir autrement qu'en stoppant toutes ces contre-réformes ?

(1) Instituts de préparation aux enseignements de second degré, créés en 1957 et supprimés en 1978.

(2) *Le Figaro*, 3 décembre 2013.



Une prise de parole syndicale devant le centre de Paris-15 durant la grève.

La Poste

Les facteurs de Paris-15 obtiennent satisfaction par la grève

Dialogue entre une quinzaine de facteurs

CGT et SUD de Paris-15 et un correspondant de notre journal.

Vous venez de faire une grève de cinquante et un jours. Elle a été massive jusqu'au bout. Et il semble que vous ayez gagné. Une grève qui gagne, cela n'arrive pas tous les jours par les temps qui courent. Informations ouvrières voudrait faire un article. Que voulez-vous d'abord dire à ses lecteurs ?

— Si ça a duré comme ça, c'est aussi à cause du directeur. Quand il est arrivé, il a commencé par nous dire que partout où il avait été chef de centre, les réorganisations étaient passées sans grève.

— Et quand il a nous annoncé la sienne, il nous a dit qu'il fallait en finir avec notre régime de travail, qu'il n'était plus viable économiquement, et que, de toute façon, travailler comme ça était inhumain.

— On a, tous les quinze jours, deux jours de repos accolés au dimanche. Ça fait trois jours de repos consécutifs toutes les deux semaines. Et ils découvrent, au bout de dix ans, que ce serait inhumain... Ils se foutent vraiment de nous.

— C'est vrai que c'est dur. On a un lundi de repos sur deux. Donc, chaque lundi il n'y a qu'un demi-effectif et chaque facteur doit se taper deux tournées. Ça c'est dur.

— Ils voudraient arriver maintenant à lisser les effectifs chaque jour. Ils voudraient, les jours où le trafic est plus faible, et notamment le lundi, dégager des moyens à consacrer à la distribution de la publicité et aux nouvelles activités (payantes) de service à la personne (par exemple, faire des photos de sinistres dans les appartements pour le compte de compagnies d'assurances). Pour cela, ils voudraient nous passer à un régime où, sur un cycle de six semaines, le jour de repos se décalerait chaque semaine : repos le lundi en première semaine, le mardi la deuxième, le mercredi la troisième, etc. Pour, prétendument, « rendre tout ça plus humain »...

— Mais on a organisé notre vie autour du régime du lundi sur deux, des trois jours consécutifs toutes les deux semaines. On s'y est habitué. On veut le garder. On est parti en grève. 70 % du personnel se sont mis en grève à un moment ou à un autre. On a fait des assemblées générales quotidiennes, où tout est voté.

— Mais on n'avait jamais vu un dispositif antigreve pareil. Ils ont mobilisé, en les « libérant » de leurs vacations et en les mettant à disposition, énormément de cadres et de personnels de partout, jusqu'à des personnels de nettoyage, pour qu'ils essaient de distribuer à notre place.

Sur quoi votre grève était-elle partie ?

— Il y avait eu, juste avant, l'histoire des plis électoraux. C'était en plus du trafic normal. On voulait donc être payé en plus. Ils ont refusé. Ils ont préféré payer des apports de main-d'œuvre. Il faut tout connaître. Une grosse partie n'a pas pu être distribuée. Le maire du XV^e n'a pas reçu le sien. Un fiasco, pour ne pas nous rétribuer.

— Ensuite, il y eu l'annonce de la casse du régime de travail, d'une réorganisation des tournées avec 22 emplois en moins, dont 11 de facteurs piétons, et de la fin de la limitation du nombre d'objets signalés à transporter en plus du courrier, dans une sacoche. Tu peux avoir à transporter, en plus du courrier, une sacoche de 4 à 6 kg, l'équivalent d'un pack de six bouteilles d'eau.

— Il y a eu des AG avec des témoignages vraiment poignants. Nous avons été 92 à partir en grève. Le directeur, lui, est parti... en vacances. Il a fallu attendre vingt jours pour discuter, trente jours pour avoir un premier relevé de discussion. Et ce qui était discuté le soir était remis en cause par la direction dès le lendemain. Il a fallu attendre le 13 juin pour avoir enfin un premier protocole d'accord qui reconnaissait le maintien du régime de travail. Mais il manquait le rétablissement des quatre emplois indispensables pour rendre viable l'allongement des tournées du lundi. Et il manquait l'indispensable limitation à quarante du nombre d'objets signalés à transporter. En plus, il y avait des clauses qui associaient les syndicats pour faire, en six mois, la démonstration que ce régime n'était pas viable : mesures d'accidentologie, etc. Alors on a tous voté contre la reprise, quasiment à l'unanimité des 70 présents ! Et, là encore, il a fallu vingt jours de plus, et peut-être un nou-

veau départ en vacances du directeur, pour avoir un protocole qui maintienne le régime de travail, qui rétablisse les quatre emplois indispensables et qui limite à quarante le nombre des objets signalés à transporter à part, en plus du courrier. Même s'il y a des suppressions d'emplois, c'est un vrai recul. Il y a même eu des améliorations par rapport à avant la grève, au moins pour les rouleurs.

— Il faut dire aussi qu'on a tenu parce qu'il y a eu une solidarité organisée par nos syndicats : on a reçu presque 18 000 euros (1). En même temps, ils nous ont tout fait : on a déjà vingt-quatre jours qui nous sont retirés. On a revendiqué qu'ils nous paient les jours où ils ont refusé de négocier. On n'en a obtenu que dix. Mais, surprise, ils retirent tout tout de suite, et ils nous restitueront plus tard les dix jours. On va avoir des paies à 500 euros. Ils veulent nous affamer. Ils ont constamment cherché à nous humilier.

— Mais c'est surtout ce genre de choses qui nous a soudés. Le plus important, c'est que le noyau soudé qu'il y avait avant s'est renforcé. Quoi qu'il arrive, on sait qu'on sera au moins 80 à 90 à réagir comme un bloc.

La direction du courrier a présenté un nouveau calendrier de restructurations en tournante : chaque mois réorganisation sur un nouvel arrondissement. Qu'avez-vous à dire à vos collègues ?

Qu'il faudra arriver à casser ce calendrier infernal. Déjà, notre grève a cassé le calendrier prévu pour nous. La réorganisation de Paris-15, celle qui va allonger nos tournées après les suppressions d'emplois, ne pourra pas se faire en septembre, alors qu'elle était prévue à cette date.

Propos recueillis par D. G. ■

(1) Des militants CGT de Paris-15 lisaient irrégulièrement *Informations ouvrières*, la section SUD y était abonnée jusqu'à récemment. Mais le retrait des jours de grève étant particulièrement violent pour tous, le bureau du comité du POI du XV^e a décidé de financer lui-même l'abonnement d'étés des deux sections syndicales locales CGT et SUD.

Cahier spécial
1914 - 1918
(5)

Il y a un siècle

“Diesem System, keinen Mann, keinen Pfennig !”

“Pas un homme, pas un sou pour ce système”

“A bas la guerre ! Guerre à la guerre !”

« **Pas un homme, pas un sou pour ce système !** », avait lancé, dès 1898, l'un des fondateurs de la social-démocratie allemande, Wilhelm Liebknecht, craignant déjà que « ce système », le capitalisme, bascule dans la guerre. Ce slogan allait devenir pour tout le mouvement ouvrier de son pays le mot d'ordre antiguerre unanime, auquel avait répondu fraternellement, avant 1914, le « **A bas la guerre ! Guerre à la guerre !** » des socia-

listes français. C'était là la tradition internationaliste sur laquelle s'appuyèrent des sections de l'Internationale, des syndicats, certains de leurs dirigeants et militants refusant la barbarie guerrière et les capitulations ayant privé, en 1914, les prolétariats d'Europe des directions dans lesquelles ils avaient placé leur confiance. D'abord très minoritaires face à la veulerie des unions sacrées — qui avaient submergé dans un premier temps

les peuples des pays belligérants —, les engagements courageux qui les avaient dressés contre la guerre avaient amorcé la résistance à la boucherie impérialiste — dont les premiers actes avaient été les deux conférences socialistes internationales de Zimmerwald et de Kienthal (*lire page II*) — et ouvert la voie aux soulèvements révolutionnaires qui ont marqué les derniers moments du conflit et les années qui suivirent.



Karl Liebknecht (ici à Berlin) et Jean Jaurès (à Stuttgart, photo de droite) : la force de l'engagement de ces deux dirigeants socialistes contre la guerre...



... par-delà les différences de leurs personnalités politiques, reste, un siècle après, un guide pour l'action de classe indépendante, pour l'émancipation des travailleurs.

Photos DR

Ils se sont dressés contre la guerre

Les socialistes serbes

Après l'assassinat de l'archiduc autrichien François-Ferdinand, le gouvernement autrichien a adressé, le 23 juillet 1914, un ultimatum à la Serbie, contraire à toutes les pseudo-règles du droit international, volontairement inacceptable dans ses termes, et donc rejeté par le gouvernement de Belgrade. L'Empire austro-hongrois déclare alors la guerre à la Serbie, le 28 juillet.

Le Parti socialiste serbe, pourtant bien faible, et qui pouvait être le plus directement en position pour se prévaloir d'une « guerre défensive » de son pays face à l'agression autrichienne, vote immédiatement contre les crédits de guerre.

Il s'appuie sur sa solide tradition internationaliste, qui l'a vu, pendant les guerres balkaniques ayant précédé le conflit, prendre fermement position pour la solidarité des nations du Sud-Est balkanique et déclarer agir « au nom de la classe ouvrière qui n'est pas désunie par l'antagonisme propre aux classes dirigeantes ». Il a été à l'initiative de deux conférences balkaniques regroupant les socialistes de toute cette région du Sud-Est de l'Europe. Il est patent que la Serbie n'est qu'un prétexte dans le grand conflit impérialiste qui se déclenche et, encore plus précisément, qu'elle n'est qu'un jouet de la diplomatie tsariste. Quand les bastions les plus importants du mouvement socialiste international (les partis allemand, français, belge, austro-hongrois) se rallient chacun dans leur pays à l'Union sacrée, deux sections, pourtant, font tache. La première — c'est la plus connue — est la section russe de l'Internationale (aussi bien les « mencheviks » que les « bolcheviks », unis à ce moment, comme le rappelle ci-contre Jean-Jacques Marie). La seconde est le Parti socialiste de Serbie !

Léon Trotsky, alors journaliste dans la région des Balkans, relate le vote au Parlement de Serbie : « Contre deux cents oui, un seul non, celui du socialiste Liapchevitch, qui fut accueilli par un silence de mort. » En militait, il commente : « Tous ressentirent la force de cette provocation qui restera en notre mémoire comme un souvenir des plus brûlants. »

A lui seul, l'exemple des socialistes serbes prouve qu'il était possible de rester fermement attaché aux principes de l'internationalisme ouvrier. **Jean-Marc SCHIAPPA ■**

Les révolutionnaires allemands

Avant la Première Guerre mondiale, l'action antimilitariste de la gauche sociale-démocrate allemande avait été très importante. C'est notamment sous l'impulsion de Karl Liebknecht que ce travail occupa une place de plus en plus grande, notamment dans la jeunesse. Il s'en fit le propagandiste passionné, au cours des nombreuses réunions publiques qu'il anima et dans les multiples textes d'agitation et de propagande qu'il écrivit.

Le courage de son vote au Reichstag contre les crédits de guerre, le 2 décembre 1914, relaté par Henry Halphen la semaine dernière, cristallisa autour de l'aile gauche du parti un engagement militant contre la guerre qui rencontra un écho réel dans plusieurs secteurs de la classe ouvrière et jusqu'au sein des troupes, malgré une répression extrêmement brutale.

En même temps que leur lutte pratique, cela amena cette gauche du parti à porter un jugement de portée historique, comme dans les *Lettres de Spartakus*, le bulletin clandestin qu'elle animait depuis fin 1914 :

« Nulle part les masses n'ont voulu la guerre. Il s'agissait de donner à cet état d'esprit une formulation claire et nette, pour que le monde entier l'entende. Pour ce faire, la tribune du Reichstag allemand aurait été l'endroit le plus approprié, à partir duquel les représentants du prolétariat se seraient fait un devoir de donner une issue. Le mot d'ordre ? "Inconditionnellement et par tous les moyens contre la guerre !" C'est le prolétariat du monde entier qui aurait été électrisé et, contre la volonté exprimée des masses populaires, une guerre n'aurait pas pu durer plus d'un mois. Ainsi, au cas où le déclenchement de la guerre n'aurait pas pu être empêché et si la fraction (parlementaire) sociale-démocrate avait fait son devoir le 4 août 1914, c'est la tournure que les événements auraient prise. »

Pierre ROY ■

Les bolcheviks russes

Les deux fractions, bolchevique et menchevique, du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR) avaient participé aux congrès de l'Internationale socialiste avant la guerre.

Leurs principaux dirigeants, Lénine et Martov, y avaient exprimé une appréciation proche quant aux dangers de guerre et à l'action à mener contre eux. Comme le souligne Pierre Roy dans sa présentation des travaux de ces congrès (*lire page II*), ils participent ensemble, avec Rosa Luxemburg, à la rédaction d'un amendement important à la résolution adoptée lors de celui de Stuttgart (1907), qui contribua à donner à celle-ci un sens de classe particulièrement net et tranchant.

Début septembre 1914, sortit à Paris le premier numéro d'un journal internationaliste russe fondé par Iouli Martov, *Golos*, renommé peu après, en février 1915, *Nache Slovo*, auquel Trotsky va se joindre dès son arrivée en France. Le journal se fixe comme objectif de dialoguer avec les opposants à la guerre, c'est-à-dire les « internationalistes », et de les regrouper. Martov est donc de ceux-là, mais en même temps, toujours hanté par l'objectif de « l'unité » des socialistes, il se refuse à rompre avec les mencheviks patriotiques ou « sociaux-patriotes », et avec le courant socialiste pacifiste, lui aussi partisan de « l'unité des socialistes », de Longuet et Kautsky. Lénine polémique contre lui, car il voit en Martov un trait d'union dangereux entre les internationalistes conséquents, les « demi-internationalistes » désireux de ne pas rompre avec les sociaux-patriotes et ces derniers.

Martov ne participe pas à la première conférence des socialistes internationaux tenue à Zimmerwald en septembre 1915 (*lire page II*), mais il prend part à la seconde, tenue à Kienthal en avril 1916, où le débat porte en fait sur l'unité ou non des adversaires et des partisans de la guerre dans un même parti et une même Internationale. Lénine se prononce nettement contre cette unité, dont il estime qu'elle paralyse tout combat réel contre la guerre, et pour la révolution qui en sortira inéluctablement, à ses yeux, en même temps pour créer la nouvelle Internationale indispensable pour cet objectif.

Il considère que les pacifistes, du genre Kautsky ou Longuet, qui refusent de rompre avec les bellicistes d'Union sacrée servent de trait d'union avec eux. Martov, qui, lui, veut reconstruire la Deuxième Internationale d'avant la guerre, irrité, s'écrie : « Lénine parle dans le vide ! Où sont donc ses bataillons d'ouvriers ? Nulle part. » Mais pour Lénine, l'essentiel est d'abord de répondre à la question : peut-on combattre effectivement contre la guerre, pour la révolution et pour la nouvelle Internationale, en restant dans le même parti que les partisans de la défense nationale, comme le veut Martov ? En même temps, il engage toute la fraction bolchevique dans l'agitation politique contre la guerre. Dès les premiers jours de la révolution de Février, le parti bolchevique met en avant ces trois slogans solidement associés : « *Le Pain, la Terre, la Paix.* »

Jean-Jacques MARIE ■

EN PAGE IV

Depuis 1991, le combat
de l'Entente internationale
des travailleurs et des peuples



Un congrès de l'Internationale socialiste où les dangers de guerre impérialiste avaient déjà été nettement caractérisés et dénoncés : Amsterdam, en 1904.

Photo DR

Le socle politique du socialisme avant 1914

La guerre impérialiste ne prit pas de court les partis socialistes de la Deuxième Internationale. Sans remonter plus avant, en 1907, date du congrès de l'Internationale socialiste de Stuttgart, les questions du militarisme et de la guerre avaient été au cœur des travaux du socialisme international.

C'est lors de ce congrès qu'une résolution avait été adoptée, de façon unanime, où figurait un amendement préparé par Rosa Luxemburg, Lénine et Martov, précisant, après un passage sur les moyens à mettre en œuvre pour empêcher l'éclatement de la guerre :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils (les socialistes) ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par cette guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. » Sans citer tous les textes en ce sens de l'Internationale elle-même et des partis socialistes (ses sections) des premières années du

Un armement de haut niveau pour tous les ouvriers avancés, prêts au combat de classe.

XX^e siècle, le bref rappel d'un passage de la résolution du congrès de Bâle (1912) est aussi d'une grande netteté sur ce que devait être la position de tous les socialistes face aux dangers de plus en plus rapprochés d'une guerre généralisée, et s'intègre complètement dans le socle politique de ce qu'avait été le socialisme d'avant 1914 : « Les menaces de guerre qui reviennent périodiquement sont de plus en plus révoltantes ; les grands peuples européens sont constamment sur le point d'être jetés les uns contre les autres sans qu'on puisse couvrir ces attentats contre l'humanité et contre la raison du moindre prétexte d'intérêt national. »

Les textes des congrès socialistes internationaux — et les déclinaisons nationales qui, peu ou prou, en procédaient ou les avaient préparés — étaient remarquables de lucidité sur la guerre à venir et constituaient un armement de haut niveau pour tous les ouvriers avancés, prêts au combat de classe. Ils étaient un authentique point d'appui à la résistance des masses, pour peu que les engagements qui y avaient été pris eussent été respectés par les dirigeants, pour s'opposer au déclenchement de la guerre, et — au cas où elle aurait été déclenchée tout de même — pour mettre tout en œuvre pour l'arrêter le plus vite possible.

Pierre ROY ■

Les deux conférences socialistes internationales de Zimmerwald et de Kienthal

En 1915, le mouvement ouvrier est en ruine. La succession des capitulations d'août 1914 a laissé complètement désemparés des milliers et des milliers d'ouvriers avancés, de travailleurs conscients, de socialistes, de syndicalistes.

Voici pourtant qu'une poignée d'hommes et de femmes de conviction, socialistes, intransigeants, parviennent à se regrouper (dans des conditions extrêmement difficiles) et à se réunir pour proclamer leur opposition irréductible à la guerre, leur volonté d'agir pour que tout soit mis en œuvre afin de la faire cesser. Les deux conférences socialistes internationales se tiennent donc dans les deux

premières années de la guerre, en Suisse, la première à Zimmerwald, un petit village proche de Berne, du 5 au 8 septembre 1915 ; la seconde à Kienthal, du 24 au 30 avril 1916. Ils sont peu nombreux à y participer : une petite quarantaine (38) à Zimmerwald, à peine plus (44) à Kienthal. Certains sont issus de pays où les partis socialistes n'ont pas sombré dans l'union sacrée : Serbie, Bulgarie, Roumanie, Suisse, Italie... D'autres, de l'aile gauche des partis allemand, français notamment, d'ailleurs immédiatement et violemment condamnés par leur direction social-patriote. D'autres enfin ne sont délégués par personne ; ils n'ont pas de mandat, sinon celui de leur conscience politique, de leur courage et de leur volonté, de la formidable confiance qu'ils montrent dans les ressources de la lutte des classes sur laquelle ils sont certains qu'il faut absolument continuer à s'appuyer.

Ce sont donc les deux premières rencontres de militants socialistes qui parlent au nom du mouvement ouvrier dans son ensemble. Ils ont en commun la certitude inébranlable que l'internationalisme peut et doit être reconstruit, que « la seule action efficace pour la reconquête de la paix est la lutte des classes », comme l'écrit, à l'issue de la conférence de Zimmerwald, l'un de ses organisateurs, le socialiste suisse Robert Grimm.

À Zimmerwald, il est indiscutable que le nouvel axe à déterminer pour reconstruire la conscience internationaliste organisée était encore l'objet d'une formulation hésitante.

Les résolutions adoptées et le manifeste adressé aux peuples en guerre n'évoquent pas l'idée d'une nouvelle Internationale, qui serait à proclamer après avoir pris acte de la mort politique de la Deuxième. Rien de tel, car il y avait entre les délégués des appréciations divergentes sur ce point. Schématiquement, on peut dire que les uns, les plus nombreux — et avec des nuances entre eux —, pensaient qu'il s'agissait de redonner un nouveau souffle à la Deuxième Internationale, en s'efforçant pour ainsi dire d'en recoller les morceaux ; tandis que d'autres estimaient qu'il fallait s'engager dans la voie d'une troisième Internationale. Ainsi, un problème se trouvait posé aux militants les plus à gauche : camper sur leur position ou au contraire consentir à un compromis, sachant que dans cette situation d'une extrême difficulté, tout pas en avant, même modeste, constituait un élément précieux, dès lors qu'on se plaçait dans la perspective de l'aide politique effective à apporter aux peuples écrasés par l'enfer de la guerre.

Ils optèrent pour cette deuxième position. Huit mois plus tard, les délégués à la conférence de Kienthal estiment que leur première responsabilité est d'approfondir et d'éclairer les résolutions et déclarations de Zimmerwald. Robert Grimm, présentant les travaux de cette conférence, comme il l'avait fait pour celle de Zimmerwald, insiste d'abord sur la netteté de la position prise :

« Ne pas laisser le monde tel qu'il était avant la guerre, mais le transformer dans le sens du socialisme. » Il poursuit : « L'action internationale doit naître directement des masses de chaque pays, et d'elle-même. C'est seulement après qu'un centre international peut exercer une action efficace. Une fois le mouvement com-

mencé dans chaque parti national, l'action centrale de coordination se fera d'elle-même. » Ainsi est dégagée la voie pour une nouvelle Internationale (qui serait donc la troisième), ce qui est un sérieux pas en avant

par rapport à Zimmerwald qui n'avait pas encore abordé ce problème décisif. La conférence de Kienthal vote aussi à l'unanimité un manifeste préparé par le député français Pierre Brizon (1) qui, écrit Grimm, « fit retentir à nouveau le cri de : "Guerre à la guerre !" » Il va sensiblement plus loin que le premier manifeste de Zimmerwald en exigeant en effet un armistice immédiat, le refus de tout nouveau crédit de guerre, la lutte ouverte contre les conséquences sociales et économiques de la guerre. À l'époque de Zimmerwald, il n'y avait pas encore eu de scission ouverte dans aucun des partis socialistes des pays belligérants. Au moment de Kienthal, la scission est un fait en Italie, en Russie, en Bulgarie. Elle est accomplie ou en voie d'accomplissement en Allemagne, en Grande-Bretagne. Dans ce contexte, on comprend que la « gauche

zimmerwaldienne » (dont le chef de file était Lénine) ait jugé indispensable de voter de nouveau avec les autres courants partie prenante de Kienthal des positions qu'elle considérait comme insuffisantes, mais non contradictoires avec les principes qui l'animaient en tant que gauche révolutionnaire.

Les socialistes internationalistes de Zimmerwald et de Kienthal n'ont pas seulement sauvé l'honneur du mouvement ouvrier, même s'ils ont aussi fait cela. Ils ont surtout grandement contribué à maintenir vivante la continuité historique des fondements du mouvement ouvrier et de la perspective du socialisme dont il était porteur. Nous nous reconnaissons dans cette tradition qui peut se concentrer dans les deux principes essentiels d'indépendance et d'internationalisme.

La lutte contre la guerre n'était pas dissociable, en 1914, de l'action de classe quotidienne et immédiate pour les revendications. Elle ne l'est pas moins aujourd'hui. En adoptant, en 1991, un « Manifeste contre la guerre et l'exploitation », l'Entente internationale des travailleurs et des peuples — à laquelle adhère notre parti — a mis en avant ces mêmes principes d'indépendance et d'internationalisme. Il ne nous a donc pas semblé artificiel de publier également, dans la

page IV de ce cahier consacrée à l'activité de l'Entente, un extrait de l'appel de Kienthal : « Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue ! ».

Pierre ROY et François PÉRICARD ■

... et de la perspective du socialisme dont il était porteur.

“Tu guideras nos pas, Zimmerwald !”

Voici un régiment qui passe.
Bétail marchant vers la guerre.
Dans les rangs des yeux clairs
fixent notre drapeau

Mais l'officier oblige à se taire.
Au reflet des fusils le soleil a écrit :
Tu guideras nos pas,
Zimmerwald !

Cette chanson profondément révolutionnaire, dont nous publions (ci-contre) le couplet antimilitariste, porte les principes et les idéaux les plus sacrés du mouvement ouvrier — à commencer par l'internationalisme — que Zimmerwald avait commencé à relever dans la nuit noire de la guerre impérialiste et de la capitulation des principales directions sociales-démocrates.

Ses paroles furent écrites en 1936 par un groupe de jeunes trotskystes français qui étaient engagés dans les Jeunesses socialistes révolutionnaires, organisation de gauche au sein de la SFIO.

ÉTATS-UNIS

Cent mille enfants croupissent dans des camps de détention dans l'attente d'une expulsion Obama militarise la frontière

Le 30 juin, Obama a annoncé des mesures d'autorité imminentes pour résoudre la crise de l'immigration. Ce sont en effet cent mille enfants non accompagnés, venus d'Amérique centrale, qui croupissent désormais dans des centres de détention. Mais, loin de répondre aux protestations de larges secteurs du mouvement démocratique et des organisations de défense des droits des immigrés, Obama a annoncé... le renforcement de la politique de répression et la militarisation de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Pourtant, le mouvement de défense des droits des immigrés n'a cessé de grandir ces derniers mois. Il avait même conduit certains membres du Congrès (députés), partisans d'Obama et de sa politique d'immigration, à proposer un plan en cinq points, parmi lesquels : l'arrêt immédiat des expulsions et l'amnistie pour ceux des immigrants qui avaient, dans le passé, commis des infractions à la loi américaine. Rien n'y fit. Le 30 juin, après avoir dénoncé la responsabilité de l'administration républicaine précédente (comme il le fait sur tous les sujets), Obama a formulé une proposition concrète : « *Dégager les moyens disponibles et à la hauteur nécessaire, prélevés sur le budget de l'Intérieur vers la frontière. (...) Nous devons recentrer nos efforts pour garantir la sécurité à notre frontière.* » Les populations immigrées aux Etats-Unis savent ce que signifie cette augmentation des moyens financiers



Falfurrias (Texas), 22 juillet 2014 : la police américaine des frontières procède à l'arrestation d'un jeune immigrant mexicain sans papier.

dédiés à la militarisation de la frontière : davantage de séparation au sein des familles, davantage de morts dans le désert, davantage de violations des droits de l'homme par les patrouilles des frontières. Car la réponse d'Obama à ce que certains journaux appellent « *la pire crise humanitaire que nous ayons jamais connue à la frontière* » revient à déporter les enfants pour les plonger à nouveau dans les situations de violence et de pauvreté qu'ils ont cherché à fuir. Cyniquement, Obama fait mine d'ignorer que les conditions désastreuses de leurs pays d'origine, que ces enfants cherchent à fuir, découlent directement de la politique étrangère des Etats-Unis, en Amérique centrale en particulier, qu'il s'agisse des traités de libre-échange ou des prétendues « *guerres contre la drogue* ». Le message d'Obama adressé à ces cent mille enfants saisis d'angoisse et de terreur, c'est : « *On vous déportera plus que jamais.* » Et, pour cela, il demande au Congrès de consacrer 3,7 milliards de dollars au renforcement des procédures d'accélération des expulsions. Sur ce sujet, comme sur bien d'autres, le fossé se creuse de jour en jour entre Obama et ceux qui le soutenaient jusque-là, y compris au sein du mouvement ouvrier. Comme le note le journal *The Organizer* (partisan de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples) : « *La politique du gouvernement est claire : l'austérité est à l'ordre du jour dès lors qu'il s'agit de refuser aux travailleurs l'accès aux services sociaux, à un salaire permettant*

de vivre ou à la protection sociale généralisée. Mais quand il s'agit de la guerre et de la militarisation de la frontière, alors il y a tout l'argent disponible au monde. (...) Partie prenante du mouvement de défense des droits des immigrés, il nous revient de nous mobiliser (contre) l'annonce que vient de faire Obama. Seules les mobilisations de masse et indépendantes dans les rues permettront d'imposer les mesures de défense des droits des travailleurs immigrés (...). Il nous revient d'aider à construire ces mobilisations de masse dans l'unité avec tous ceux dont les intérêts convergent avec ceux des travailleurs immigrés, en particulier les organisations syndicales. » *The Organizer* met en particulier en avant les mots d'ordre suivants : « *Droit d'asile inconditionnel pour tous les enfants sans accompagnement réfugiés à la frontière ! Arrêt immédiat des déportations ! Démilitarisation de la frontière maintenant !* »

F. W. ■



The Organizer (numéro de l'été 2014)

Dégonfler huit mythes sur les raisons de l'immigration massive des enfants

Le militant ouvrier de Californie David Bacon publie dans *The Organizer* (numéro de l'été 2014) un article-argumentaire pour démontrer la propéandante de ceux — y compris dans les organisations ouvrières — qui font porter aux immigrés la responsabilité de la situation. En voici des extraits.

David Bacon

1. Il n'y a aucune forme "d'application laxiste de la loi" sur la frontière américano-mexicaine. Il y a plus de 20 000 gardes-frontière, contre moins de 9 800 en 2001. Nous avons des murs de séparation et un grand système centralisé de centres de détention qui n'existait pas il y a quinze ans. Désormais, chaque année, plus de 350 000 personnes font un séjour en centre de détention administrative pour immigrants. Les Etats-Unis dépensent plus pour la mise en œuvre de la législation dans le domaine de l'immigration que pour tous les domaines relevant du gouvernement fédéral combinés, y compris le FBI, les administrations chargées de l'application des lois sur les stupéfiants, les boissons alcoolisées, le tabac, les armes et les explosifs. Le nombre croissant de personnes en détention — des jeunes, de même que des familles et des adultes — est utilisé comme prétexte par le lobby anti-immigrants de Washington, dont le Tea Party et la patrouille des

gardes-frontière elle-même, pour exiger des augmentations du budget de mise en œuvre de la loi. L'administration Obama a cédé à cette pression.

2. La migration d'enfants et de familles entières n'est pas un phénomène nouveau. Cela fait longtemps que cela existe, bien que le nombre se soit considérablement accru ces derniers temps. La vague de migration venant d'Amérique centrale date des guerres que les Etats-Unis ont favorisées dans les années 1980, guerres pendant lesquelles nous avons armé les forces ou gouvernements qui étaient les plus opposés à un changement social progressiste. C'est par centaines de milliers que les Salvadoriens sont arrivés aux Etats-Unis à la fin des années 1970 et dans les années 1980, pour ne rien dire des Guatémaltèques et des Nicaraguayens. Des familles (entières ou non) ont migré, laissant derrière elles des êtres chers avec l'espoir qu'un jour ces familles seraient réunies.

3. L'accroissement récent du nombre d'enfants migrants n'est pas dû uniquement à cette escalade de la violence des gangs, bien que ce soit la cause la plus couramment avancée par les médias. Cette migration est

tout autant due, sinon plus, à la crise économique croissante que connaissent les populations rurales d'Amérique centrale et du Mexique, ainsi qu'à l'incapacité des économies en question à fournir des emplois. Les gens partent, car ils ne peuvent survivre là où ils sont.

4. La faillite des économies d'Amérique centrale est largement due à l'accord de libre-échange entre l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale (CAFTA) et aux changements économiques qui y sont liés, dont les privatisations, les déplacements de populations, du fait des projets d'exploitation minière d'origine étrangère et des coupes dans les budgets sociaux. Les traités ont permis aux énormes sociétés américaines de casser le prix du maïs et des autres produits agricoles du Mexique et d'Amérique centrale, forçant ainsi des familles à quitter leurs terres lorsqu'elles ne pouvaient faire face à la concurrence.

5. Lorsque les gouvernements ou la population ont résisté aux accords ALENA et CAFTA, les Etats-Unis les ont menacés de représailles. En 2004, l'élu de droite au Congrès Tom Tancredo (républicain du Colorado) a proposé une mesure

visant à réduire le flux de versements au pays (l'argent envoyé aux familles salvadoriennes par les Salvadoriens travaillant aux Etats-Unis) au cas où le FMLN — un parti de gauche — gagnerait l'élection présidentielle. Son projet de loi n'est pas passé, mais l'ambassade américaine au Salvador a admis qu'elle était intervenue. En 2009, l'armée hondurienne a renversé le président Manuel Zelaya, après qu'il eut augmenté le salaire minimum, versé des subventions aux petits fermiers, réduit les taux d'intérêt et instauré l'enseignement gratuit. L'administration Obama a, de facto, approuvé le coup d'Etat et soutenu le régime qui l'a suivi (...).

6. La violence des gangs en Amérique centrale est d'origine américaine. Durant ces vingt dernières années, des jeunes d'Amérique centrale sont arrivés à Los Angeles et dans de grandes villes américaines, où nombre d'entre eux ont été recrutés par des gangs (...). Le gang Maratrucha Salvadoreña, que les histoires publiées dans la presse actuelle rendent responsable de la violence qui chasse les gens du Salvador, a été mis sur pied à Los Angeles, pas en Amérique centrale. L'administration chargée de l'application de la loi ainsi que les services de l'immigration ont répondu à la montée de l'activité des gangs par

un énorme programme d'expulsions. Les Etats-Unis ont expulsé environ quatre cent mille personnes par an depuis 2009.

7. De plus, la politique étrangère américaine en Amérique centrale a considérablement contribué à l'accroissement de la violence liée aux gangs. Au Salvador, au Guatemala, au Honduras, l'aide américaine apportée à l'administration locale chargée de l'application de la loi a abouti à une pression en faveur d'une ligne dure vis-à-vis des membres des gangs, qui a conduit à l'incarcération de nombreux jeunes expulsés des Etats-Unis, pratiquement dès leur arrivée. Les prisons se sont transformées en écoles de recrutement pour les gangs (...).

8. Les enfants qui viennent rechercher leurs familles chez nous cherchent en fait ceux qui ont déjà été déplacés par la guerre ou la crise économique. La séparation des familles est à l'origine de la plus grosse partie de l'immigration actuelle de jeunes. Les jeunes fuyant la violence réagissent de la seule manière dont ils disposent face aux conséquences d'une politique dont le gouvernement américain est largement responsable. ■

CHINE

La longue grève chez Wal-Mart

Alain Denizo

Wal-Mart, c'est le géant américain des hypermarchés (premier employeur privé des Etats-Unis) : il en possède 6 100, dont 400 en Chine. En 2013, le « monstre », qui emploie plus de 2 millions de salariés et fait la chasse aux syndicalistes, a engrangé 16 milliards de dollars de bénéfice (12 milliards d'euros).

Mais c'est un milliard de moins que l'an passé, alors il faut tailler dans les magasins pas assez rentables. Et, justement, en Chine, Wal-Mart veut en fermer une vingtaine.

Grève et piquets de grève

A Changde, le couperet est tombé en mars sur les 130 employés du magasin : fermeture immédiate ! Les employés décident de se mettre en grève et d'occuper le magasin, bloquant tout départ de marchandises. Particularité : c'est le délégué du syndicat officiel ACFTU du magasin, Huang Xingguo, qui mène la bataille... Il est certes directeur administratif, mais il a été élu démocratiquement délégué syndical. Le cahier de revendications a été soumis au personnel et approuvé, et c'est sur ce mandat qu'il a été chargé de négocier, notamment un doublement des indemnités, car Wal-Mart n'a pas respecté le délai légal.

Un porte-à-porte d'intimidation

Dans les négociations suivantes, Wal-Mart lâche une somme forfaitaire supérieure, mais jugée insuffisante par la moitié des employés, qui poursuivent la grève et traînent la multinationale devant la commission d'arbitrage du travail ! Les dirigeants du syndicat officiel ACFTU de la ville



Luoyang (province du Henan), 5 décembre 2013 : manifestation des employés du géant Wal-Mart contre la fermeture annoncée d'un centre commercial et les licenciements consécutifs.

demandent aux grévistes de « ne pas porter tort à l'investissement dans la ville ».

Les grévistes tiennent, bon malgré quelques provocations policières. Le Parti communiste chinois est obligé de prendre part ouvertement à ce bras de fer : « Le 12 juin, les cadres du comité local ont frappé à la porte du domicile de chacun des 69 employés (...), une photo des employés à la main, pour leur transmettre, ainsi qu'à leur famille, ce message : cessez d'empêcher le déménagement des produits et marchandises du magasin, acceptez la proposition de Wal-Mart. »

Une victoire «à la Pyrrhus»

Enfin, en juin, la commission d'arbitrage, sous l'énorme pression des officiels de tous bords, a considéré que Wal-Mart n'avait pas violé la loi et que les demandes des employés qui avaient refusé les indemnités à hauteur de 3 000 yuans devaient être rejetées.

Dans un long article intitulé « Les conflits sont devenus une caractéristique des relations de travail en Chine », le quotidien des affaires *Financial Times* (1^{er} juillet) caractérise l'issue de ce conflit de victoire « à la Pyrrhus ».

Fermer un magasin avec 130 employés devait être une formalité pour une multinationale comme Wal-Mart, d'autant qu'elle avait le soutien des officiels de la ville, car, heureusement pour les multinationales, précise le quotidien, « le Parti communiste au pouvoir se méfie des syndicats autant que Wal-Mart ».

L'essor des grèves dans un pays où ce droit n'est plus reconnu...

Pour défendre leurs conditions de travail et d'existence, les travailleurs doivent souvent recourir à divers mouvements de protestation, à la grève et à la manifestation.

Au second semestre 2013, le nombre de ces mouvements recensés par *China Labour Bulletin* s'élève à 235, soit 49 % de plus que l'année précédente à pareille époque et 180 % de plus qu'en 2012 ! Si le nombre des grèves dans la province manufacturière du Guangdong reste stable, elles ont doublé dans les provinces du Shandong et du Jiangsu. C'est dans le secteur des transports qu'il y a eu le plus grand nombre de grèves : 62, qui touchaient presque toutes les provinces et tous les secteurs, des chauffeurs d'autobus aux taxis.

Les revendications ? La rémunération, le paiement des heures supplémentaires, les conditions de travail. Le 20 avril, par exemple, des milliers d'employés des transports publics de Shenzhen-Est ont manifesté devant les bâtiments de la municipalité du district pour obtenir gain de cause sur ces revendications.

Dans 22 % des grèves et des manifestations, la police est intervenue ; dans 9 % des cas, elle a procédé à des interpellations et des arrestations.

LIBYE

L'Afghanisation et la somalisation du pays

(Article paru dans *Fraternité*, le journal du Parti des travailleurs d'Algérie, n° 62, 1^{er} au 15 juin 2014)

La Libye continue de sombrer dans la barbarie sanglante depuis l'intervention étrangère militaire menée par l'OTAN, avant qu'une opération militaire lancée par un ancien général de l'armée libyenne sous le régime de Kadhafi, et l'un des participants au coup d'Etat international contre le pays en 2011, ne vienne aggraver la situation. Khalifa Belkacem Hefatar a lancé son attaque le 16 mai dernier sous prétexte de combattre les milices armées, notamment celles qui sont partisans du Congrès national libyen (le Parlement) accusé par Hefatar de soutenir le terrorisme, car, selon lui, « il est inacceptable que la mission d'édification des institutions sécuritaires de l'Etat soit confiée à des groupes extrémistes ». Des affrontements sanglants se sont déclenchés alors entre les forces du général Hefatar, chef de « La dignité de la Libye », et les milices qui défendent « la légitimité du Congrès libyen », faisant des dizaines de morts quotidiennement.

Chaque partie affirme que sa légitimité est issue du peuple. Le Congrès national libyen représente l'armée « légitime » et la plus haute instance élue du pays depuis l'intervention de l'OTAN, alors que le chef de « La dignité de la Libye », qui veut s'emparer du pouvoir par la force des armes et avec le soutien des puissances impérialistes, s'est autoproclamé parrain du peuple libyen, invoquant « la libération » de la Libye des groupes extrémistes (notamment le groupe d'Ansar Charia) et s'appuyant même sur les manifestations « populaires » enregistrées à Tripoli et à Benghazi pour appeler à la neutralité des milices armées.

Ces manifestations, dans leur majorité sont « loin d'être spontanées », selon les déclarations du journaliste Mahmoud Ali Erakibi au quotidien *El Khabar* (1^{er} juin).

Et avec la même hypocrisie dont elles font preuve à chaque fois, dans un communiqué commun, les grandes puissances impérialistes (Etats-Unis, France, Italie, Allemagne et Grande-Bretagne) ont exprimé leur préoccu-

pation à cause du chaos et du terrorisme qui se propagent en Libye, alors que tout le monde sait que l'intervention militaire étrangère en Libye menée par l'OTAN n'avait pour objectif que le dépeçage de la Libye, pour créer les conditions du chaos dans le pays et déstabiliser les autres pays de la région, notamment l'Algérie.

«Un gouvernement de consensus national sans tenir compte des résultats des élections»

Les puissances impérialistes n'ont-elles pas créé des conditions incontrôlables à travers la circulation libre des armes (environ 22 millions de pièces), ce qui a contribué à la prospérité des milices et groupes armés ? Ce n'est pas par hasard non plus que le communiqué des grandes puissances ne donne pas d'avis sur l'intervention armée du général Hefatar, ni par condamnation ni par soutien,

surtout que ses forces reçoivent un soutien diplomatique et militaire de la part des Etats-Unis, de la France et de la Russie, ainsi qu'un soutien financier de la part de l'Arabie Saoudite et des émirats arabes, alors que le Congrès national libyen est soutenu par le Qatar et la Turquie.

Et, pour que le plan impérialiste soit complet, les Nations unies ont proposé une prétendue solution de la crise en Libye « somalisée » qui comporte la constitution « d'un gouvernement de consensus national sans tenir compte des résultats des élections », c'est-à-dire une violation de la volonté du peuple libyen.

La solution stipule également « l'insertion des milices armées dans l'armée libyenne », ce qui signifie rendre légitime le terrorisme armé. C'est cela précisément qui a poussé le peuple libyen à manifester contre ce plan.

Voici le vrai contenu du plan du Grand Moyen-Orient visant à disloquer les nations, de la Mauritanie au Pakistan, qui se concrétise devant nous en Libye.

En bref...

AFRIQUE

Le voyage de Hollande

François Hollande vient d'achever une tournée africaine qui l'a conduit en Côte d'Ivoire, au Niger et s'est terminée au Tchad. C'est en effet dans la capitale de ce dernier pays, N'Djamena, que sera installé le centre de commandement français de l'opération « Barkhane », qui entrera officiellement en action le 1^{er} août prochain. Il s'agit, au nom de la lutte contre le terrorisme, de réorganiser le dispositif de l'armée française en Afrique. L'opération « Barkhane », c'est trois mille militaires en permanence en Afrique, fusionnant les dispositifs « Serval », au Mali, et « Epervier », au Tchad. Si le commandement doit s'installer au Tchad, il y aura une base pour le renseignement à Niamey, au Niger, et à Ouagadougou, au Burkina Faso, pour les forces spéciales. Le président Hollande a remercié le « très démocrate » président du Tchad, Idriss Déby, pour l'aide apportée au Mali par les troupes tchadiennes et pour la coopération à venir.

IRAK

Trésor de guerre

Outre la répression qu'ils organisent contre la population, les djihadistes de l'Etat islamique au Levant, qui contrôlent un vaste territoire s'étendant du sud syrien jusqu'au nord de l'Irak, font des affaires. Un nombre considérable de camions-citernes partent de Syrie vers l'Irak pour vendre du pétrole à des négociants irakiens. Le groupe djihadiste gagnerait de 20 à 40 dollars par baril de pétrole : selon la presse, le trésor de guerre de ce groupe est estimé entre deux et six milliards de dollars.

UKRAINE

La guerre continue

La presse ne cesse de parler de la tragédie que constitue la destruction d'un avion civil, qui a coûté la vie à 298 personnes. On ne sait pas, à cette étape, qui en porte la responsabilité, les deux camps se renvoyant l'accusation d'avoir tiré un missile. Mais les vrais responsables de cette situation, ce sont les grandes puissances, et, au premier chef, les Etats-Unis qui, avec la collaboration de Poutine, ont provoqué la division de l'Ukraine, sa dislocation et maintenant une guerre civile. En effet, la guerre ne cesse de s'approfondir. Les troupes de Kiev sont passées à l'attaque dans la région de Donetsk. Les milices séparatistes résistent. Des dizaines de milliers de civils fuient. Selon les chiffres officiels, sûrement sous-estimés, il y aurait près de cinq cents morts parmi les civils.

SERBIE

Mobilisation

Depuis le 15 juillet, les manifestations à l'appel de tous les syndicats des travailleurs serbes se succèdent dans le pays. Ils protestent contre la nouvelle loi sur les fonds de pension et les retraites, et aussi contre la nouvelle législation du travail, qui dérègle au profit des patrons.

PUBLICATIONS



Résistances communistes, n° 95, est disponible et vendu au prix de 3,10 euros.



AU SOMMAIRE DU N° 35 DE DIALOGUE, REVUE DE DISCUSSION ENTRE MILITANTS ARABES ET JUIFS DE PALESTINE POUR LE DROIT AU RETOUR, POUR UN SEUL ETAT

- Présentation
- L'hypocrisie cinglante de l'Ouest, par Susan Abulhawa
- Lettre ouverte à Mahmoud Abbas
- La bataille sur la Palestine fait rage et Israël est en train de la perdre
- En l'absence d'absence : une famille palestinienne subit l'occupation israélienne et résiste, par Basil AbdulRazeq Farraj
- Qui a peur du droit au retour ?, par Alma Biblash
- Le nettoyage ethnique par d'autres moyens, par Ilan Pappé

Prix : 17 euros pour 4 numéros. Chèque à l'ordre de : "Les Amis de Dialogue", 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. www.dialogue-review.com

Jean-Charles Marquiset

Rompre avec l'Union européenne, ses traités, ses institutions

Recommandations de l'Union européenne : aller plus vite et plus fort contre la classe ouvrière

Le 25 mai 2014, les élections européennes ont confirmé, en France et dans toute l'Europe, le profond rejet des travailleurs et des peuples envers cette Union européenne et toutes ses institutions. Y aurait-il une autre solution que de rompre avec l'Union européenne, ses traités, afin que les peuples et les travailleurs retrouvent leur souveraineté et puissent construire l'union libre des peuples et des travailleurs d'Europe ? Moins de dix jours après les élections européennes, la Commission européenne a rendu ses recommandations contraignantes concernant la France. Elle préconise la poursuite de la destruction des acquis collectifs de la classe ouvrière, avec l'aval du gouvernement, tous deux au service des institutions de l'impérialisme, des grands groupes financiers internationaux et des multinationales.

Le 7 mai 2014, Hollande et le gouvernement français ont présenté le programme national de « réformes » pour 2014 et le programme de stabilité. La réponse, le 2 juin, de l'Union européenne et de ses institutions est éclairante : « La stratégie budgétaire exposée dans le programme de stabilité pour 2014 vise à corriger les déficits excessifs en 2015. » Pour l'Union européenne, « la stratégie budgétaire présentée dans le programme de la France n'est que partiellement conforme aux exigences du pacte de stabilité et de croissance. » L'Union européenne exige d'aller plus vite et plus fort contre la classe ouvrière : « Le niveau de détail des mesures d'assainissement budgétaire est insuffisant pour garantir de façon crédible la correction des déficits excessifs... » Il faut comprendre que les 50 milliards d'euros des pactes de cadeau au patronat ne sont pas suffisants. « La France doit déployer des efforts supplémentaires pour se conformer à la recommandation du Conseil et pour garantir ensuite une trajectoire adéquate. » Pour l'Union européenne, il faut une « réduction significative de l'augmentation des dépenses de Sécurité sociale, qui représentent près de la moitié des dépenses du secteur public. Cela signifie que les coûts en matière de soins de santé et de retraite doivent être limités, par exemple en fixant des objectifs plus ambitieux pour les dépenses annuelles dans le domaine des soins de santé et en gelant les retraites ainsi que d'autres prestations sociales... »

L'Union européenne impulse la destruction des communes et départements

L'Union européenne est au cœur de la suppression des communes et des départements au profit des intercommunalités forcées, des métropoles et des mégarégions : « Le projet de nouvelle loi sur la décentralisation devrait permettre de simplifier les divers échelons admi-

nistratifs en France, en vue d'éliminer les chevauchements de compétences entre les administrations, de créer de nouvelles synergies, d'obtenir de nouveaux gains d'efficacité et de réaliser des économies supplémentaires en fusionnant ou en supprimant des échelons administratifs. »

La pression sur les collectivités territoriales : « Le contrôle des dépenses des collectivités locales devrait être également renforcé, y compris en plafonnant l'augmentation annuelle des recettes fiscales des collectivités locales tout en mettant en œuvre de façon rigoureuse la réduction prévue des subventions octroyées par l'Etat. » Détruire le système de santé et les services publics : « Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer le rapport coût-efficacité du système de santé (...). Il y a lieu de mettre en œuvre des politiques supplémentaires de maîtrise des coûts. Les dépenses pharmaceutiques et administratives et les soins hospitaliers sont des domaines parmi d'autres dans lesquels l'efficacité devrait être renforcée. »

L'Union européenne exige une nouvelle contre-réforme des retraites : « Une réforme des retraites a été adoptée en 2013 en vue de garantir la viabilité à long terme du système. Toutefois, cette réforme ne suffira pas à combler le déficit du système, ni, en particulier, le déficit des régimes des fonctionnaires... »

Abaisser le « coût du travail », c'est-à-dire détruire le salaire différé : « La France est l'un des Etats membres où le coût du travail est le plus élevé. En particulier, l'importance de la charge fiscale sur le travail réduit la rentabilité des entreprises. »

Pour l'Union européenne, le pacte de stabilité et de responsabilité « ne comblerait qu'à moitié le fossé entre la France et la moyenne de la zone euro en termes de cotisations sociales et patronales ». Il faudrait donc encore exonérer le patronat de salaire différé, de 30 milliards d'euros de plus, et, par là même, liquider la Sécurité sociale, ses branches et la santé publique. Pour l'Union européenne, « le coût de la main-d'œuvre rémunérée au salaire minimum reste élevé » ; les smicards apprécieraient. L'Union européenne exige le blocage du Smic : « Le salaire minimum continue d'évoluer d'une manière propice à la compétitivité. » Cela est dit de façon élégante, mais cela veut bien dire le blocage du Smic.

Poursuivre la déréglementation et l'ouverture à la concurrence

Pour l'Union européenne, « aucune mesure concrète n'a été adoptée en France pour lever les barrières à l'entrée dans le secteur de l'électricité et du gaz et les tarifs réglementés sont progressivement supprimés pour les clients autres que les ménages. Toutefois, les tarifs réglementés restent en application pour les ménages et, en ce qui concerne l'électricité, ils sont fixés en dessous du niveau du coût et l'accès pour les autres fournisseurs est limité. » Selon l'Union européenne, il faut donc augmenter le tarif pour les ménages et ouvrir aux fournisseurs privés à tout-va.

Les recommandations du Conseil sont explicites et le gouvernement français va poursuivre sa stratégie de démantèlement, qu'il impulse lui-même dans le cadre de l'Union européenne et de la politique de marché. Dans ses recommandations finales et contraignantes, l'Union européenne exige « de prendre des mesures pour réduire l'augmentation des dépenses en matière de Sécurité sociale comme prévu à partir de 2015, en fixant des objectifs plus ambitieux pour les dépenses annuelles dans le domaine des soins de santé, en limitant les coûts de retraite et en rationalisant les allocations familiales et les aides au logement. »

Les recommandations sont extrêmement précises, et dans tous les domaines. Concernant la réforme territoriale, l'Union européenne ordonne « de faciliter les

fusions entre collectivités locales d'ici fin 2014 et de préciser les responsabilités de chacun des échelons des collectivités locales ; fixer un plafond pour l'augmentation annuelle des recettes fiscales des collectivités locales tout en réduisant comme prévu les subventions de l'Etat ».

De surcroît : « Réduire encore les cotisations sociales (...), réduire encore les coûts salariaux (...), (s'assurer que) les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité pour les ménages sont fixés à un niveau adéquat qui ne constitue pas une entrave à la concurrence... »

Mais d'où vient la réforme ferroviaire que les cheminots ont combattue pendant leur grande grève de juin dernier ? Combat qui trouvera, incontestablement, des prolongements.

La recommandation obligatoire de l'Union européenne est réaffirmée le 2 juin : « Dans le secteur ferroviaire, garantir l'indépendance du nouveau gestionnaire unique des infrastructures à l'égard de l'opérateur historique, prendre des mesures pour ouvrir le marché intérieur du transport de passagers à la concurrence avant 2019. »

L'Union européenne s'en prend au Code du travail et aux chômeurs : « Prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre la rigidité du marché du travail (...) prendre des mesures supplémentaires pour réformer le système d'allocations chômage... »

Le Parti de la gauche européenne soumis aux institutions de l'Union européenne

Voilà les grandes lignes de ce qu'exige l'Union européenne. On comprend mieux le rejet du peuple et des travailleurs de cette dictature imposée par l'Union européenne et le gouvernement Hollande-Valls, qui poursuit la politique de ses prédécesseurs.

Il est clair qu'un choc se prépare, la grève des cheminots, les grèves qui se multiplient partout démontrent que les travailleurs, avec leurs organisations syndicales CGT et CGT-FO, dans l'unité retrouvée depuis l'ANI, peuvent combattre les contre-réformes du gouvernement...

La trahison permanente des partis se réclamant de la classe ouvrière, du PCF, du Parti de gauche, en un mot, du Front de gauche, n'ouvre aucune perspective politique au niveau du pays et au niveau de l'Union européenne. Il ne s'agit pas, comme ils le préconisent, de réorienter l'Europe, de la réformer, mais bien d'organiser le combat pour la rupture avec l'Union européenne, ses traités, ses institutions.

Ouvrir une issue politique pour l'union libre des peuples et des travailleurs d'Europe. Cela passera par la lutte de classe. La classe ouvrière a besoin de syndicats qui défendent ses intérêts, mais elle a besoin de marcher sur deux jambes et d'avoir un parti pour défendre ses intérêts politiques, un parti qui propose d'en finir avec la propriété privée des moyens de production, avec les institutions antidémocratiques de la Ve République, et qui dise clairement : rupture avec l'Union européenne. C'est cela que met en débat le Parti ouvrier indépendant, contrairement au Parti de la gauche européenne, dont, en France, le PCF et le PG font partie, qui vient de donner son accord à la nomination de l'ex-Premier ministre du Luxembourg, Jean-Claude Juncker, à la présidence de la Commission européenne. En signant cet accord, le Parti de la gauche européenne a clairement exprimé sa soumission aux institutions de l'Union européenne. ■

Histoire - Il y a soixante ans

Le 20 juillet 1954, la conférence de Genève entérine la fin de toute présence française en Indochine

Diên Biên Phu a sonné le glas de la "France impériale" (1^{ère} partie)

Le 8 mai 1954, la France s'est effondrée en Indochine. Le camp retranché de Diên Biên Phu (que l'état-major avait présenté, six mois auparavant, comme une base inexpugnable pour la reconquête du nord du pays) a été pris d'assaut victorieusement

par les forces du Vietminh qui combattent pour l'indépendance totale de leur pays. Pour l'impérialisme français, c'est d'abord une lourde défaite militaire, mais l'événement a une portée beaucoup plus considérable.

Par François Péricard

La France sort exsangue de la Seconde Guerre mondiale, politiquement humiliée par sa capitulation de 1940, économiquement épuisée, traversée d'un puissant soulèvement révolutionnaire, que seule l'action conjointe des dirigeants du PCF, obéissant à Staline, et de De Gaulle parvient très difficilement à contenir. Elle est pourtant encore à la tête d'un vaste empire colonial, qui lui a assuré, depuis plus d'un siècle, d'énormes profits et a largement contribué à en faire une « grande puissance ». Nous reviendrons dans la seconde partie de cet article sur la réalité de ce qu'avait été et était encore cette « France impériale ».

Dans la situation de l'après-guerre, le pays se trouve confronté au mouvement général qui dresse, partout dans le monde, les peuples opprimés (le plus souvent sous la forme coloniale) pour leur indépendance face aux anciens impérialismes encore dominants. Les revendications d'indépendance nationale y sont indissociablement liées à celles de la démocratie et de l'émancipation sociale.

Par deux fois déjà, la colère des peuples colonisés par la France a grondé contre celle-ci aux lendemains de la guerre.

En Algérie, dès le 8 mai 1945, jour où l'on célébrait dans le monde entier la victoire sur le III^e Reich nazi, des militants nationalistes algériens ont voulu brandir le drapeau vert et blanc de leur pays parmi ceux des puissances



alliées. Ils ont été froidement abattus en pleine manifestation par des flics coloniaux. Les troubles violents qui suivent ce premier acte d'insubordination s'achèvent sur un véritable massacre, plusieurs dizaines de milliers de morts parmi les populations de Sétif et de Guelma, dans le Constantinois. Le général Martin, qui a commandé la tuerie, écrit, non sans lucidité, au gouvernement français qu'il pense avoir préservé le pouvoir colonial pour encore une dizaine d'années, mais pas plus.

Deux ans plus tard, en mars 1947, Madagascar se soulève également. C'est cette fois toute la population de « l'Ile rouge » qui affronte les institutions du pouvoir central, poursuivant une lutte de résistance et d'indépendance nationale qui n'a jamais vraiment cessé depuis la conquête achevée par Gallieni en 1896.

L'« ordre », ici aussi, n'est rétabli que par une répression féroce, ayant duré vingt mois et fait au moins quatre-vingt-neuf mille morts, chiffre officiel admis par les autorités, mais certainement bien inférieur à la réalité.

La situation de l'Indochine est particulière. Pendant presque toute la guerre, la péninsule a été occupée par l'armée japonaise, comme l'essentiel du Sud-Est asiatique. Celle-ci a longtemps préféré maintenir en place l'administration coloniale française (civile et militaire) qui a fait allégeance à Pétain et au régime de Vichy, officiellement alliés à l'axe Berlin-Tokyo. L'extrême brutalité des troupes japonaises appuie, quand c'est nécessaire, la politique de Vichy, évidemment ultracolonialement et raciste. Double occupation, oppression renforcée pour toute la population vietnamienne...

Mais, au début de 1945, les Japonais constatent que les autorités françaises locales sont en train de tourner casaque (comme tant d'autres...) pour se rallier à de Gaulle. Ils massacrent alors la garnison et éliminent violemment toute trace du pouvoir colonial, au point qu'il n'en reste plus rien. Quand Tokyo doit capituler à son tour, en août-septembre 1945, et quitter militairement l'Indochine, il ne reste plus aucune autorité dans la péninsule, de fait comme en droit.

Sur cette terre coloniale un bref moment sans colonisateur, les événements se précipitent. Le lendemain même de la capitulation japonaise (2 septembre 1945), Hô Chi Minh proclame, au nom du Vietminh (1), une « République démocratique du Vietnam », qu'il présente comme le premier Etat socialiste du continent asiatique. La grande masse de la population vietnamienne lui est très favorable. Ainsi,

beaucoup de villages paysans (au nord du pays surtout, mais pas seulement) remettent aux combattants du Vietminh l'armement important que les Français vichystes et les Japonais ont abandonné dans le pays. Dès décembre de cette même année 1945, de Gaulle envoie à Saïgon un corps expéditionnaire de soixante-dix mille hommes, commandé par le général Leclerc, avec mission de réoccuper l'Indochine « au nom de la France » et d'y affirmer sa « souveraineté ».

Il nomme parallèlement l'amiral d'Argenlieu haut-commissaire de la République pour toute l'Indochine, avec pleins pouvoirs civils et militaires. Le colonialisme français entend par là contrer l'initiative indépendantiste de Hô Chi Minh, mais aussi les visées des Britanniques et des Chinois nationalistes de Tchang Kai-chek visant à se partager les dépouilles de l'ancienne puissance coloniale.

Les Français constatent très vite l'implantation des combattants vietminh dans la population. Un certain Pierre Messmer (alors officier parachutiste de la Légion, avant d'être, vingt ans plus tard, ministre de la V^e République...) écrit ainsi, dans un rapport à d'Argenlieu : « Il y a désormais une emprise exclusive exercée par le Vietminh sur tout le nord du pays et une adhésion entière de la population à la volonté d'indépendance. »

S'appuyant sur cette réalité, qu'il sait connue des autorités françaises, Hô Chi Minh se rend à Paris pour tenter de négocier l'indépendance. La conférence de Fontainebleau, de juillet 1946, sera un échec, qui n'aboutit qu'à une résolution bâtarde, où la France reconnaît du bout des lèvres (et sous un délai de cinq ans) « un Etat

libre du Vietnam du Nord » devant, de plus, rester au sein de l'Union française.

Au même moment, d'Argenlieu constitue, au Sud, un Etat sans aucune réalité nationale, à la tête duquel il nomme une sorte de vice-roi complètement fantoche, l'ex-empereur d'Annam, Bao Dai. Quatre mois après Fontainebleau, le 26 novembre 1946, au prétexte d'un incident douanier mineur, d'Argenlieu fait bombarder par la marine française le port de Haiphong, largement acquis au Vietminh. Six mille Vietnamiens sont tués. La guerre est maintenant inévitable.

Elle va durer sept ans. Sur le plan militaire, les troupes françaises parviennent à peu près à « tenir » face aux assauts et à la guérilla vietminh jusqu'en 1949-1950, mais, à cette date, l'énorme onde de choc de la révolution chinoise va tout bouleverser (notre encadré). La République populaire de Chine va apporter rapidement un appui militaire considérable aux combattants de l'indépendance du Vietnam, en moyens logistiques et en armements.

Si ce contexte international est l'une des clés de compréhension de la victoire finale du Vietminh, il n'explique pas tout. L'état-major français ne comprend rien à la nature de la lutte acharnée du peuple vietnamien pour son indépendance. Son arrogance lui fait commettre la pire des erreurs de tout conflit militaire : sous-estimer l'ennemi. Quand les de Castries, Navarre, Salan et compagnie décident, fin 1953, de transformer la cuvette de Diên Biên Phu en camp retranché, base d'appui contre le Nord, ils considèrent que celui-ci sera inexpugnable, protégé par la jungle, à l'abri de tout assaut à l'arme lourde des combattants vietminh.

Ils se trompent lourdement. Ceux-ci, en quelques mois, parviennent, dans les pires conditions, à encercler la cuvette, à bombarder sa piste d'aviation, puis ses fortins, qui tombent un à un. C'est l'héroïsme des soldats du général Giap, ardemment portés par tout un peuple, qui les soutient en tous domaines, qui a raison des « centurions » coloniaux.

Diên Biên Phu est bien plus qu'une débâcle militaire, même si c'est d'abord cela : cinq mille officiers et soldats français tués, plus de dix mille prisonniers. Pour la première fois, le colonialisme français, qui avait conquis par les armes, vient d'être vaincu par les armes.

De plus, l'année 1954, emblématique de ce point de vue, poursuit la descente aux enfers annoncée par la défaite en Indochine : cette même année, la France doit décider d'abandonner ses « protectorats » du Maroc et de Tunisie, et, toujours en cette même année 1954, la guerre révolutionnaire d'indépendance du peuple algérien commence le 1^{er} novembre...

Pour les cercles dirigeants du pays, cela signifie le début de la fin de leur « France impériale » et l'obligation de bouleverser en profondeur toutes leurs stratégies, de réorganiser de fond en comble son appareil de production, d'investir de nouvelles positions sur un marché mondial toujours plus concurrentiel. Cela signifie affronter la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, pesant alors d'un poids considérable dans la lutte des classes.

Le vieux parlementarisme classique et le fonctionnement verrouillé des institutions issues de la Libération apparaissent aux yeux des classes dominantes comme de plus en plus impuissants face à ces réalités et à leurs besoins. Quatre ans plus tard, la IV^e République aura cessé d'exister. ■

(1) Le Vietminh est un front que Hô Chi Minh a pris l'initiative de constituer en 1941. Il a pour objectif l'indépendance et l'unité nationale du pays ; il regroupe plusieurs organisations.

ECLAIRAGE

Guerre froide, révolution en Chine

Si la guerre d'Indochine (1947-1954) représente d'abord un enjeu considérable pour l'avenir de l'empire colonial français, elle intervient dans un contexte international particulier, dont elle est elle-même un élément : la « guerre froide ». Celle-ci a commencé à peine la Seconde Guerre mondiale achevée. L'hystérie anticommuniste des dirigeants américains les amène à s'opposer par la force brutale de leur puissance militaire aux nombreux mouvements de libération nationale qui se multiplient dans le monde.

La révolution chinoise de 1947-1948 éclate alors. C'est une véritable déflagration à l'échelle de la planète. Plus d'un milliard d'hommes se libèrent de l'ancien joug des mandarins, des seigneurs de guerre, des nationalistes de Tchang Kai-chek et, avec eux, des concessions étrangères haïes par lesquelles les anciens impérialismes pillaient leur pays. C'est un puissant appel à l'indépendance de tous les peuples du monde.

L'onde de choc est d'une extrême intensité sur tout le continent asiatique et, très rapidement, la jeune République populaire de Chine soutient le combat des indépendantistes vietnamiens et apporte au Vietminh un soutien militaire important.

Les Américains n'ont pas vu d'un très bon œil (c'est un euphémisme...) le colonialisme français reprendre pied en Indochine, mais, dans la nouvelle situation, face à ce qu'ils appellent « le péril rouge », ils décident finalement d'aider la France, tant ils sont conscients de sa faiblesse. Ils subventionnent massivement les troupes françaises et leur fournissent matériel militaire, armements, munitions, carburant...

Cela ne suffira pourtant pas à empêcher la descente aux enfers de l'armée coloniale, qui s'achève dans la déroute de Diên Biên Phu.